

Donnez-nous un toit

Luttes d'auto-assistance domiciliaire au sein et contre l'État à New York et à Berlin-Ouest

Gimme Shelter

Self-help Housing Struggles Within and Against the State in New York City and West Berlin

Steven KATZ and Margit MAYER

Volume 15, Number 1, avril 1983

L'État et la Société

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001378ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001378ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

KATZ, S. & MAYER, M. (1983). Donnez-nous un toit : luttes d'auto-assistance domiciliaire au sein et contre l'État à New York et à Berlin-Ouest. *Sociologie et sociétés*, 15(1), 93-120. <https://doi.org/10.7202/001378ar>

Article abstract

The state plays an important role in the process of restructuring the relationship between Capital and Labour, particularly during periods of crisis. Through an in-depth analysis of self-help housing struggles that took place in New York City and in West Berlin over the last decade, the authors of this article attempt to define the bases, the implications and the results of these struggles. They ask whether self-help can be coopted and used by the state in the context of the current crisis of capitalist accumulation, or whether it will remain in the hands of alternative social movements as a concept and a social practice which allows the development of a new subjectivity and a new vision of society.

Donnez-nous un toit :

Luttes d'auto-assistance domiciliaire au sein et contre l'État à New York et à Berlin-Ouest*



STEVEN KATZ

MARGIT MAYER

Dans cet essai, nous voulons analyser les diverses significations et utilisations des pratiques d'auto-assistance domiciliaire à partir de deux cas distincts — le mouvement de réforme en faveur des logements autogérés à New York, et le mouvement de *squatting-restoration* à Berlin-Ouest. À New York, dans le présent répertoire de programmes municipaux d'habitation, la formule de logements autogérés a connu un succès qui aurait été impensable il y a dix ans et elle a eu un impact sur la vie de plusieurs milliers de locataires à faible revenu. Le mouvement d'occupation des squatters à Berlin-Ouest s'est également fait connaître sur la scène nationale de la République fédérale allemande comme le dernier noyau le plus concentré de la vague de squatting qui a déferlé sur toute l'Allemagne en 1981. Bien que les perspectives d'institutionnalisation de l'auto-assistance domiciliaire ne soient pas des meilleurs au moment où nous écrivons ces lignes (janvier 1983), le concept, la pratique et la faisabilité de l'auto-assistance domiciliaire comme politique étatique n'en demeure pas moins à l'ordre du jour en Allemagne.

Au-delà de l'intérêt intrinsèque que représente chacun de ces deux cas, nous voulons également aborder la question politique de l'auto-assistance domiciliaire comme manifestation concrète d'un rapport beaucoup plus large entre l'État capitaliste et les « nouveaux mouvements sociaux ». Par conséquent, il importe en premier lieu de présen-

* Une première version de cet essai a été soumise à la Conférence internationale sur l'État, organisée par *Kapitalistate* et le Département de sociologie de l'Université de Calabria, Italie, conférence qui s'est tenue à Rende, en Italie, du 23 au 26 juin 1982.

Traduit de l'anglais.

ter brièvement notre cadre théorique ainsi que nos propres expériences pratiques, expériences qui nous ont été utiles dans l'élaboration de cet essai.

L'AUTO-ASSISTANCE, LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET L'ÉTAT : UNE CRISE DE REPRODUCTION

Les activités d'auto-assistance — non seulement en ce qui a trait à l'habitation, mais embrassant tous les aspects de la vie quotidienne — se sont développées au cours des dix dernières années sur la base d'un système de reproduction de la force de travail organisé par l'État capitaliste, et en opposition avec lui. Ce système est de plus en plus ébranlé par la crise. Le rôle central qu'occupe l'État dans ce processus, comme Aglietta et d'autres l'ont montré, n'est pas le fait d'une coïncidence bien qu'il revête un aspect contradictoire. Au contraire, l'État a été le moyen institutionnel capital dans la restructuration des rapports entre le capital et le travail au cours des années de la Grande Crise, durant la Deuxième Guerre mondiale, et durant la période d'après-guerre. L'État a joué un rôle crucial non seulement en fournissant une base politique et institutionnelle à la résolution, du moins apparente, de la crise d'accumulation capitaliste, mais aussi en incorporant les revendications de la classe ouvrière en faveur d'un revenu social plus élevé et davantage assuré (le premier aspect présuppose en fait l'existence du second) (Aglietta, 1979).

Toutefois, la formation de l'État-providence (ou d'une manière plus large, « l'étatisation » de la vie quotidienne) a eu un double effet. Quoiqu'en affaiblissant les formes traditionnelles de cohésion et de reproduction sociale — la famille, le quartier et d'autres institutions non étatiques — ce processus par contre a favorisé une croissance des revendications à l'endroit de l'État pour la satisfaction des besoins et a créé de nouveaux terrains de luttes pour des besoins qualitativement différents (Hirsch, 1981). Contre une vie sociale de plus en plus taylorisée, et en opposition aux rapports axés sur le contrôle et l'instrumentalisation des bureaucraties étatiques dans la prestation des services, les luttes sociales dans les pays capitalistes avancés ont été caractérisées depuis une vingtaine d'années par la recherche d'une nouvelle subjectivité pour contrer les déformations et l'objectivisation des rapports de reproduction organisés par l'État.

Ce conflit, qui se situe essentiellement au niveau des formes de vie sociale, de la formation des besoins ainsi que de leur satisfaction, et en dernière analyse, au niveau de la nature humaine, fait même partie des luttes centrées surtout sur l'obtention, le maintien et l'amélioration de moyens de subsistance, ou d'un revenu social. De plus, il s'agit là d'une lutte essentiellement politique, dans la mesure où l'État constitue le terrain et la cible de ces luttes. Même dans le cas de New York, où la question de subsistance matérielle demeure urgente, il n'est pas possible, selon nous, d'expliquer l'émergence d'un mouvement d'autosuffisance de quartier simplement au moyen d'un argument réductionniste en termes de conditions matérielles. La question centrale dans le cadre des luttes pour l'auto-assistance est précisément de savoir si l'État est en mesure d'étouffer et de transformer les revendications et les pratiques d'auto-organisation et de contrôle à l'échelle de la rue, qui représentent un défi démocratique posé par la base. Dans le cas de Berlin-Ouest, nous pouvons certainement affirmer que les luttes pour l'auto-assistance se fondent explicitement sur une critique des rapports d'argent, du professionnalisme et de la dépendance, sur une absence de démocratie réelle et sur l'érosion d'une vie sociale axée sur la solidarité.

C'est là, selon nous, une base sur laquelle s'est réalisée l'émergence de soi-disant mouvements sociaux et sur laquelle on peut miser pour comprendre leur rapport avec l'État. Cette base permet aussi de saisir le rôle central de l'auto-assistance comme thème et comme pratique sociale au sein de ces mouvements. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une question de survie matérielle, mais aussi d'une tentative de reconquête d'une vie sociale donnant accès au pouvoir et à l'auto-organisation.

En retour, des revendications en plus grand nombre et de qualité différente ont exacerbé certaines tendances liées à la crise de l'État. En même temps que l'État

ne peut plus dédommager les distorsions sociales, environnementales et personnelles, occasionnées par les formes marchandes et bureaucratisées de satisfaction des besoins et les effets dommageables de l'accumulation, l'État ne peut plus faire porter le fardeau de la responsabilité de la socialisation et du contrôle social par les institutions traditionnelles non étatiques grandement affaiblies. Au contraire, au fur et à mesure que le processus actuel de restructuration du capital en période de crise redéfinit le rapport entre l'État et la société, et cela en ayant comme « objectif permanent la réduction des coûts de reproduction de la force de travail » (O'Connor, 1980, I-20), un nouvel ordre de valeurs paraît nécessaire. En d'autres termes, l'enjeu semble être la mise en place d'une nouvelle forme d'organisation sociale fondée sur une orientation normative transformée et qui peut être rendue fonctionnelle par rapport à un nouveau régime d'accumulation capitaliste.

Alors que la « réindustrialisation » par l'informatisation et les différentes formes de contrôle du travail, tels les cercles de qualité au travail et les « entreprises libérées de l'emprise syndicale », sont vues comme des étapes cruciales dans la restructuration du procès de travail, de même, un nouveau type de citoyens « autosuffisants » est perçu comme un aspect intégral de la gestion des tendances de la crise au niveau de l'État. Dans les deux cas, l'effet serait d'abord de diminuer le coût de l'ensemble des biens de consommation nécessaires à la reproduction de la force de travail. De plus, l'auto-assistance organisée par l'État fournirait le prétexte pour réduire les revendications des citoyens qui pèsent sur les revenus limités de l'État (libérant ainsi des revenus étatiques pour des investissements au plan de l'infrastructure, entre autres) tout en redéfinissant les aspirations et les pratiques des citoyens complètement en dehors de la sphère de l'État (débarrassant alors l'État des « désordres démocratiques » déstabilisateurs).

Cependant, dans la mesure où la plupart des expériences « d'autosuffisance » ont été menées par des mouvements opposés à l'État, la réalisation de cette transformation des valeurs et des rapports État-société demeure une question très complexe. Cela implique que l'État s'approprie des pratiques sociales d'opposition enracinées dans les mouvements sociaux. Nous serions donc en droit de nous attendre à ce que l'avènement d'un terrain de lutte concernant l'auto-assistance conduise à une bataille non seulement au sujet des taux d'allocation fournis par l'État, mais également à une lutte sur la division du travail entre la base des mouvements et leurs organisations, de même que sur la division du travail au sein des organisations elles-mêmes. Nous pourrions également prévoir une lutte sur la définition des besoins ainsi que sur les moyens pour les satisfaire. Enfin, nous pourrions nous attendre à ce que le terrain de lutte sur l'auto-assistance révèle davantage la nature de l'organisation de l'État lui-même, et qui en assure le contrôle, et cela à travers une lutte pour la démocratie.

En somme, du point de vue des mouvements qui sont à son origine, la question de l'auto-assistance représente non seulement un moyen pour satisfaire des besoins matériels, mais elle renferme également les thèmes d'autonomie, d'auto-organisation et d'autodéfinition des besoins. En bref, l'auto-assistance renvoie essentiellement à une critique démocratique de l'organisation étatique de la force de travail et à des tendances croissantes vers la marginalisation des couches socialement déstabilisatrices et économiquement superflues. Du point de vue de l'État, l'auto-assistance représente non seulement une solution partielle aux tendances de crise au plan de la fiscalité — par le recours au travail non rémunéré de ses clientèles (Harms, 1982, 50) — mais également une nouvelle structure pour redéfinir et discipliner les orientations normatives des citoyens. En d'autres mots, l'auto-assistance est présentée comme une forme d'« automaintien social » et d'autodiscipline policière (Brecher et Horton, 1981, 23).

De plus, l'auto-assistance peut apporter une légitimation politique capitale à une restructuration néo-corporatiste des rapports entre l'État et la société, par le recours à des groupes d'auto-assistance de quartier, comme « structures de médiation » entre l'État et la société (Egan *et al.*, 1981, 6). En ce sens, les groupes d'auto-assistance seraient davantage en mesure d'agir comme « ciment » organisationnel et social, ce que ne peuvent faire les méga-structures publiques et privées.

Qu'un tel cadre de lutte et de négociation autour de l'auto-assistance domiciliaire puisse surgir n'est explicable que par la présence d'intérêts interdépendants. Toutefois, l'aspect contradictoire inhérent à ces intérêts nous suggère que la reproduction continue d'un tel terrain de lutte demeure problématique et que ses résultats restent imprévisibles.

AUTOGESTION DES LOCATAIRES ET AUTO-ASSISTANCE DOMICILIAIRE À NEW YORK

En 1978, le Département pour la préservation et le développement de l'habitation (HPD) de la ville de New York, s'est engagé dans un nouveau et important projet de gestion domiciliaire en prenant à sa charge plus de 10 000 immeubles qui avaient été abandonnés par des propriétaires privés durant la précédente décennie. Conformément aux conditions de crise dans lesquelles il fut adopté, le soi-disant « Plan In Rem de gestion domiciliaire »¹ du HPD avait comme base fonctionnelle une formule de triage.

Ces immeubles, qu'on considérait « non viables économiquement » et impossibles matériellement à réparer, devaient être vidés et démolis, et les locataires, « relogés » dans d'autres immeubles appartenant à la ville. Les édifices en meilleur état physique et bien situés, ayant des revenus de location réguliers, devaient être vendus le plus rapidement possible au secteur privé — propriétaires fonciers, organisations communautaires, coopératives de logement. Les coopératives de logement auraient l'occasion du moins en principe, d'acheter leurs immeubles à raison de 250\$ par appartement. Le cas des immeubles intermédiaires — à peine encore habitables — devait être « réglé » dans le cadre des programmes de gestion et de restauration du HPD (In Rem 1979, 11).

Suite au plan organisationnel, en 1981, environ les deux tiers du nombre total des appartements occupés et impliqués dans le programme In Rem — soit à peu près 23 000 appartements — ainsi que 5 000 immeubles vacants, étaient gérés par le Bureau Central de gestion de la propriété foncière (voir Tableau n° 1). Le dernier tiers — environ 12 000 appartements — était géré par le Département des programmes de gestion alternative, comprenant six programmes séparés. De ce nombre, deux programmes représentent des tentatives par le HPD d'accorder des sous-contrats pour la gestion des logements aux agences immobilières privées (le « Programme de gestion de la propriété privée » et le « Programme de gestion en association », ce dernier impliquant le parrainage d'une organisation communautaire), tandis qu'un troisième programme concerne le transfert d'unités de logement à la Société d'habitation de New York, un organisme jouissant d'un statut quasi autonome. Cependant, le succès des trois autres programmes — comprenant près de 9 000 appartements occupés — est lié à l'existence d'une forme quelconque d'auto-gestion par la communauté ou par les locataires. Ces trois programmes sont :

— le Programme de gestion communautaire (CMP) : ses débuts remontent à 1972-1973 ; il fut créé pour répondre aux pressions faites sur la ville par des groupes de quartier et des locataires. Dans le cadre du Programme de gestion communautaire, les organisations de quartier signent des contrats avec le HPD pour gérer les logements municipaux. En 1981, 151 immeubles avec 1 998 appartements occupés étaient touchés par ce programme.

— le Programme Article 7A (7A) : il fut lancé au milieu des années soixante-dix à la suite des succès remportés par le mouvement communautaire dans son lobbying auprès de la Ville de New York. Il obligea l'État de New York à apporter des amendements à ses lois concernant l'habitation. Ces amendements stipulaient que les tribunaux de l'État pouvaient désigner des « administrateurs » pour gérer des immeubles quand un propriétaire s'y refusait. Ces amendements furent assouplis à la fin des années 70 pour permettre aux locataires habitant les immeubles de se faire nommer administrateurs après un bref cours de formation donné par le HPD. En 1981, ce programme touche 87 immeubles avec 1 983 appartements occupés.

1. Le programme tire son nom de la procédure de saisie utilisée par la ville de New York pour se prévaloir des titres de propriété lorsque les propriétaires ne paient pas leurs taxes foncières et les frais de service.

Tableau 1
Répartition de la charge de travail de la Gestion
alternative par programme, 1981

Programme	Immeubles	Unités	Unités habitées
Gestion communautaire	151	2 664	1 998
Baux provisoires	246	5 718	5 109
Administrateur juridique & 7A	87	2 364	1 983
Société d'habitation	47	933	584
Gestion en association	68	1 745	1 270
Gestion de la propriété privée	48	1 363	1 217
Total DAMP	47	14 787	12 161
Charge de travail de la Gestion centrale de la propriété foncière			
	Immeubles	Immeubles vacants	Immeubles/unités habitées
	8 180	4 907	3 273/23 079

SOURCE : Tableau 1, Programme d'habitation *In Rem*, troisième Rapport annuel, 1981.

— le Programme de baux provisoires (TIL) : ce programme débuta en 1978 comme une stratégie de gestion du HPD fondée sur des recommandations de la Commission d'assistance à l'établissement urbain (UHAB), une organisation d'assistance technique très importante pour le mouvement communautaire new-yorkais. Dans le cadre du programme TIL, les associations de locataires des habitations municipales signent des contrats directement avec le HPD pour assumer l'entière responsabilité de la gestion et de l'entretien, ainsi que pour avoir la possibilité de devenir propriétaires en tant que coopératives de locataires. Jusqu'en 1981, ce programme touchait 246 immeubles comprenant 5 109 appartements.

Comme l'indique ce sommaire, les trois programmes autogestionnaires basés sur la communauté ou sur les locataires ont été le résultat d'un mouvement de quartier arrivé à un niveau très élevé de compétence dans sa gestion des problèmes et des possibilités de l'habitation autogérée au cours des années 70. Mais ce qui n'apparaît pas dans le sommaire, c'est le fait que l'institutionnalisation de l'autogestion au centre de la stratégie de gestion de l'habitation de la ville de New York a été loin de constituer une victoire totale pour le mouvement.

Les origines des groupes communautaires noirs et portoricains qui composaient le noyau du mouvement communautaire new-yorkais remontaient soit aux luttes « pour le contrôle communautaire » à la fin des années 60 et au début des années 70, soit aux luttes pour résister aux politiques d'austérité municipale et pour offrir une alternative concrète au début et au milieu des années 70. Dès 1971, la revendication de l'autogestion par les locataires fut mise de l'avant, lors d'une occupation importante d'un secteur de rénovation urbaine hautement contesté, qui vit 1 000 squatters s'installer et prendre le contrôle de douzaines d'immeubles municipaux : ceci faisait partie de « l'Opération emménagement » (*Operation Move-in*). À partir du milieu des années 70, l'organisation parapluie des groupes les mieux établis s'intéressant au développement des quartiers à l'échelle de la ville — l'Association des développeurs communautaires d'habitation — comptait plus de vingt groupes membres², tandis qu'une coalition plus large de groupes locaux, préoccupés par l'obtention de sources de financement fédéral pour des quartiers

2. L'Association des développeurs de quartier a été formée en 1974 par une coalition d'organisations de quartier pour empêcher l'intensification de la concurrence, mettre en commun leurs capacités de pression et de financement et fournir des services d'assistance technique à la grandeur de la ville. Le Réseau populaire d'habitation était également relié à cette association. Le Réseau commença en 1978 à offrir des cours d'organisation aux locataires et publia le journal du mouvement communautaire de New York intitulé *City Limits*. Le regretté Bob Schur fut le premier directeur exécutif de l'Association et il accéda à ce poste après avoir quitté sa fonction de Commissaire de la Société d'habitation et de développement, mise en place durant le régime du maire Lindsay.

défavorisés dans le cadre des « subventions au développement communautaire » administrées par la ville de New York, comprenait plus de 200 membres participants. Bien que le mouvement communautaire de New York se soit élargi pour inclure des groupes locaux dont l'orientation et la clientèle étaient différentes³, et bien que plusieurs organisations de soutien technique aux groupes locaux aient joué un rôle de plus en plus important dans la définition des priorités du mouvement, l'impulsion a continué, au cours des années 70, de venir des groupes locaux de quartiers impliqués dans l'organisation des locataires noirs et portoricains, à faible revenu.

Le groupe « Adoptez-un-immeuble », par exemple, dans la partie est de la basse-ville (Lower East Side, ou « Loisada », comme l'a rebaptisée le groupe), a aidé à organiser les premières expériences d'habitat urbain basées sur les investissements en travail bénévole, sur le développement économique communautaire, et sur des projets alternatifs d'énergie et d'espace vacant, après des années d'implication dans des campagnes locales d'organisation des locataires. Les « Renégats », un gang de rue devenu « respectable » a travaillé avec le personnel de l'UHAB pour introduire la formule d'habitat urbain basé sur les investissements en travail bénévole à Harlem Est. Le groupe, Los Sures, actif dans le quartier sud de Brooklyn aux abords de l'East River, fut défini à ses débuts, à titre de défenseur tenace des locataires et d'organisateur des squatters, comme « l'incarnation de la révolte communautaire spontanée », (Johnson, 14). Le groupe, la Caserne des Pompiers du peuple, dans le quartier nord à proximité de Los Sures, organisa sa base fortement polonaise pour empêcher la fermeture de la caserne locale, en occupant l'édifice pendant deux ans ; il est ensuite allé travailler avec des groupes anti-incendiaires de Boston, pour développer une stratégie d'organisation communautaire anti-incendiaire. Dans Bronx-Sud, la Corporation de développement du peuple concevait un projet qui avait pour but d'édifier un « village autosuffisant de 10 000 personnes ». L'autosuffisance serait atteinte, par le développement économique du quartier, l'habitat urbain basé sur l'investissement en travail bénévole, la gestion par les locataires, et par une structure de contrôle démocratique du quartier. Dans Bronx-Nord, la Coalition du clergé et de la communauté de Bronx du Nord-Ouest a réuni à l'échelle du district un réseau de groupes, afin d'organiser les locataires et les petits propriétaires contre le désinvestissement bancaire, « l'incendie-pour-le-profit », et les coupures budgétaires municipales, et cela, avec le soutien de l'Action nationale du peuple (*National People's Action*) dirigée par Gale Cincotta.

En retour, l'auto-organisation comme pratique devient le thème central des stratégies d'organisation de ces groupes, sur plusieurs plans : comme moyen de survie quotidienne pour les locataires des immeubles abandonnés par leurs propriétaires ; comme moyen d'organisation fondé sur le pouvoir populaire pour lutter contre les politiques d'austérité et « arracher à l'État » des allocations absolument essentielles, et comme moyen de briser les rapports d'impuissance, de dépendance et d'individualisme auxquels sont confrontés quotidiennement les locataires à faible revenu. Dans l'ensemble, l'auto-organisation fut comprise comme quelque chose de plus qu'un moyen de survie matérielle, elle est vue aussi comme un fin en soi, une façon de se sortir de la « mentalité de ghetto » défaitiste pour en arriver à une communauté autonome. Dans ce sens, le mouvement communautaire new-yorkais représentait en pratique une critique de l'austérité et de la marginalisation, un défi démocratique face à la domination et à la dépendance. Ce fut, à ses origines, un mouvement d'opposition enraciné à la base.

Ainsi, l'institutionnalisation de l'autogestion par la communauté et par les locataires aurait dû être un des acquis les plus précieux du mouvement communautaire new-yorkais. Toutefois, il est devenu un terrain de lutte qui met aux prises les locataires, les groupes de quartier, les développeurs privés et les agences gouvernementales. Nous

3. Par exemple, des groupes comme la Corporation de développement de Flatbush formée en 1976 par des propriétaires blancs de classe moyenne alliés aux centristes du parti Démocrate. Les fondateurs de ce groupe étaient préoccupés par la dévaluation foncière et l'augmentation du taux de criminalité dans leur quartier, à la suite de l'arrivée de locataires noirs dans les conciergeries environnantes. Bien que la population blanche constitue seulement un tiers de la population du quartier, on ne retrouve que trois membres non blancs sur les vingt membres du Conseil d'administration.

maintenons qu'il en est ainsi parce que les programmes d'autogestion par la communauté et par les locataires administrés par la Ville de New York n'ont jamais été conçus dans le but de donner du pouvoir aux locataires à faible revenu, ni pour repousser les tendances à l'austérité et à la domination exercée par une élite. Au contraire, l'auto-assistance des locataires fut reformulée et récupérée à partir de la rue par des agences de l'État. On a tenté de renflouer le trésor public avec les revenus des taxes et des loyers des propriétaires de taudis et de réorganiser un marché pour les taudis, marché ébranlé à la suite de l'abandon des propriétés et du désinvestissement bancaire.

Tableau 2
Montant maximal des octrois annuels par unité et par programme
dans la ville de New York, 1980

<i>IN REM</i>			
Gestion centrale : total des unités			
fédéral :	\$799		
Ville	257		
Total			\$1 056
Gestion centrale : unités habitées seulement			
fédéral :	\$1 234		
Ville	397		
Total			\$1 631
Gestion alternative			
fédéral :	\$1 868		
Ville :	142		
Total			\$2 010
<i>Société d'habitation : (montant incluant les exemptions d'impôts)</i>			
	Projets fédéraux	\$4 513	
	Projets de la Ville	\$3 306	
	Projets de l'État	\$5 474	
<i>Section 8</i>			
	Section 8 existant	\$4 130	
	Section 8 construction nouvelle	\$8 259	
	Section 8 mis de côté	\$4 877	
	Section 8 restauration partielle	\$4 053	

SOURCE : Tableau 11, Programme d'habitation *In Rem*, troisième Rapport annuel, ville de New York, 1981.

Les subventions municipales et fédérales à l'habitation pour les personnes démunies ont certainement eu un effet positif sur les conditions de logement. D'ailleurs, après tant d'années de négligence et de destruction, n'importe quel niveau de soutien aurait atteint à peu près les mêmes résultats. Toutefois, des subventions «à ce qui constitue le stock des logements les plus détériorés de la ville» équivalent à moins de la moitié des subventions accordées en vertu des autres programmes fédéraux et municipaux, y compris le programme Section 8 de subventions aux loyers actuellement en vigueur, qui prévoit uniquement un supplément aux capacités de payer des locataires et ne couvre aucunement les coûts de restauration des logements (voir tableau 2; Stegman, 1982, 215-216). De plus, comme le tableau 3 l'indique, les locataires du programme In Rem sont plus pauvres et consacrent une plus grande part de leur salaire au paiement de leur loyer que la plupart des New-yorkais. Il n'est donc pas étonnant que lors de sa prise en charge de la gestion des habitations In Rem, le HPD ait découvert que des locataires relevant du système de gestion central payaient seulement 33% des sommes dues pour leur loyer. Cette grève non organisée des loyers laissa la Ville avec un amoncellement de comptes impayés de loyer qui avait pris des proportions monstrueuses; de 1979 à 1981, la Ville perdit en effet environ 50 millions \$ en loyers non payés. En retour, la division In Rem de HPD envoya par la poste 18 000 avis de dépossession et d'éviction et vida en fait 1 000 appartements de locataires qui ne payaient pas. En 1981

la Ville intégrait 700 autres locataires assistés-sociaux dans des régimes de paiement de loyer ou ceux-ci étaient menacés d'être coupés de toute allocation, s'ils ne parvenaient pas à payer leur loyer (*In Rem*, 1981, 9). L'application de l'autogestion comme un simple programme d'auto-assistance parmi d'autres politiques possibles, lui enleva son sens en tant que défi d'auto-organisation face un tel état des choses.

Tableau 3
Caractéristiques des ménages dans l'habitation locative *In Rem*
et l'ensemble de l'habitation locative, ville de New York, 1981

Caractéristiques	In Rem N = 33,816	Total des locataires N = 1,976,044
Blancs	18,6%	57,1%
Noirs	53,5%	23,4%
Portoricains	24,1%	13,1%
Autres	3,8%	6,4%
Femme chef de famille	57,9%	46,9%
Au moins un enfant		
En bas de 6 ans	20,0%	14,0%
En bas de 18 ans	42,0%	29,0%
Revenu moyen	\$6 865	\$11 001
Loyer brut moyen	\$210	\$265
Ratio loyer-revenu moyen	36,7%	28,9%
Pourcentage de ménages :		
Avec ratio loyer-revenu de plus de 35%	51,2%	37,1%
Bénéficiaire de l'assistance publique	13,3%	29,7%
En bas du seuil fédéral de pauvreté	45,8%	25,3%
Surpeuplement :		
1.01 ou plus de personnes par pièce	11,8%	6,5%
1.51 ou plus de personnes par pièce	4,3%	1,7%

SOURCE : Bureau du recensement des États-Unis, 1981. Enquête sur l'habitation et sur les taux de vacance dans la ville de New York.

Ceci demeure vrai à l'intérieur même des programmes d'auto-assistance. Pressé de réduire le temps et l'argent investis dans les immeubles autogérés, le HPD a poursuivi de plus en plus une politique de resserrement des critères d'admissibilité aux programmes d'auto-assistance. En même temps il exerçait des pressions sur les associations de locataires pour qu'elles achètent leurs immeubles, avant qu'elles n'aient été en mesure d'assurer leur indépendance. De plus, dans les quartiers où le marché privé de l'habitation devient de plus en plus actif, le HPD a « refusé de s'engager par rapport à un prix de vente ferme » auprès des résidents d'immeubles gérés par des locataires (*City Limits*, avril, 1982, 6). Le quartier de Clinton dans le Manhattan fait partie d'un de ces secteurs, situé à mi-chemin entre le site éventuel d'un hôtel moderne sur Broadway, et le nouveau Centre des Congrès subventionné par l'État qui est en train d'être parachevé aux abords de la rivière Hudson. En mars 1982, les locataires de Tenant Interim Lease à Clinton se sont fait dire par des responsables du HPD que le prix de vente de base de 250\$ par appartement, habituellement consenti aux locataires de TIL, n'était plus en vigueur. À la place, les locataires de TIL se sont vus obligés de payer un prix de 9 000\$ à 13 500\$ par appartement pour acquérir les immeubles, prix qui correspondait à celui du marché, selon les calculs de la Ville. Le HPD battit en retraite et rétablit l'ancien prix « à la suite des assemblées houleuses organisées par des locataires » pour s'opposer à la hausse du prix.

Le HPD a aussi prétendu que les immeubles appartenant à la ville ne sont pas protégés par les lois locales de contrôle des loyers — ce qui laisse les locataires sans recours administratif pour aller en appel. Étant donné le faible taux de subvention, les locataires sont sous la menace de se voir imposer d'importantes hausses de loyer

par le HPD dans le but de rendre les immeubles économiquement autosuffisants, même si cela se traduit par le fait que les locataires sont dans l'incapacité de payer. Malgré la promesse faite par le HPD que les locataires dans le besoin bénéficieraient des subventions aux loyers prévues par la Section 8, il n'en demeure pas moins que même avant la venue de l'administration Reagan, le programme de la section 8 ne touchait que 33 000 locataires pauvres, alors que le besoin total a été estimé à plus d'un million de locataires⁴. Le sort des locataires est rendu encore plus incertain, à la suite de l'échec du 97^e Congrès à allouer quel que fonds que ce soit aux habitations pour personnes à faible revenu, en plus des menaces ouvertes proférées par l'administration Reagan de n'apporter à peu près aucune aide à ce type de programme.

Dans le cas où l'auto-organisation de rue a défié l'auto-assistance organisée par l'État, la réponse a été de nature répressive. Le 8 décembre 1981, cinquante officiers de police de la Patrouille tactique de la ville de New York et quatre postes de police locaux occupèrent le 126 rue Lasalle dans le Upper West Side de Manhattan et évacuèrent par la force les dix-neuf locataires. La police et les représentants du HPD prétendirent que les locataires étaient pour la plupart des squatters qui « violaient la propriété de la ville » malgré le fait que les locataires avaient investi dans l'immeuble et qu'ils avaient demandé à participer au programme TIL. Un locataire a déclaré au *Village Voice* : « Nous nous considérons des résidents ayant le droit d'habiter ici ». Des représentants du HPD estimaient toutefois que les locataires faisaient là une « déclaration politique ». « Ils n'ont pas le droit de venir ici et de s'emparer de la propriété de la ville », déclara un représentant à la presse. « Nous ne pouvons pas les laisser faire. Cela ne ferait qu'établir un précédent. » (*Village Voice*, le 16 mars, 1982; *City Limits*, janvier 1982, 8.)

L'autogestion basée sur la communauté et sur les locataires, qui fit son apparition durant les années 70, comme défi de la base à l'austérité municipale et à la négligence des propriétaires, a été en réalité mise en forme à travers un processus de réformes par le haut, sans mobilisation populaire. La question est donc de savoir comment l'auto-organisation de rue a pu être incorporée à une structure de domination organisée par l'État, et quels sont et quels seront les effets de ce succès déformé. Nous verrons d'abord comment l'État « s'est ouvert » à l'auto-assistance comme nouvelle politique et ensuite, comment et pourquoi le mouvement de quartier a « laissé » se produire ce phénomène.

CRISE DU LOGEMENT, CRISE DE L'ÉTAT, ET INNOVATION POLITIQUE : « L'OUVERTURE » À L'AUTO-ASSISTANCE

L'écroulement du marché privé pour les taudis ébranla de fond en comble les structures de gestion foncière et immobilière de la ville de New York, et, favorisa la mise en place de sa nouvelle politique et l'articulation nouvelle de ses programmes.

Entre 1970 et 1980, le taux de logements locatifs inoccupés à New York atteignit son niveau le plus bas pour toute la période d'après-guerre. Il était courant de voir des locataires payer plus de 35% de leurs revenus en loyer, d'autant plus que les subventions aux assistés-sociaux pour leur loyer étaient gelées au taux en vigueur en 1972, alors que durant toute la décennie le prix des loyers doublait. De même, les frais d'opération des propriétaires doublèrent, y inclus une multiplication par sept du prix de l'huile à chauffage (Stegman, 1982).

Au-delà de ces statistiques pénibles, on assista à un changement important de stratégie des banques d'épargne locales et des associations d'épargne et de prêts — les principales sources de financement pour les hypothèques sur les taudis. En réponse aux efforts du « Federal Reserve system » pour contrôler l'inflation par la manipulation

4. Ce sont là des chiffres de Harold Sole, directeur de la section 8 du programme de subventions aux locataires, de la Société d'habitation de la ville de New York.

des taux d'intérêt et de la masse monétaire, les banques commencèrent à la fin des années 60 à refuser des prêts hypothécaires sur les taudis. Ces propriétés étaient de plus en plus considérées comme des investissements instables avec des taux de rendement peu attrayants par rapport à d'autres secteurs d'investissement dont la source de revenu ne dépendait pas des faibles revenus de personnes démunies. Au fur et à mesure que furent épuisées leurs sources de financement hypothécaire, les propriétaires commencèrent à laisser à l'abandon leurs propriétés aussitôt que cessèrent les allocations à court terme de taxe et de dépréciation. Ceci contribua non seulement à renforcer l'aspect spéculatif à court terme du marché de l'habitation, mais aussi à favoriser les coupures de services par les propriétaires et les gains de profits complètement illégaux au moyen de fraudes et d'incendies criminelles (voir Homefront, 1977; Stone, 1978; Hartmann *et al.*, 1981).

Il en résulta finalement la destruction de plus de 312 000 unités de logement entre 1970 et 1980 dans la ville de New York — soit, 11% du stock domiciliaire municipal (Stegman, 1982, 162). De plus, la ville de New York a saisi environ 10 000 immeubles résidentiels pour non-paiement de taxes par les propriétaires qui les laissaient à l'abandon. Parmi ces immeubles, il y en avait environ 4 500 qui abritaient près de 100 000 locataires.

La ville de New York, cependant, n'était nullement préparée à assumer une telle responsabilité. En 1977, le Conseil de ville adopta une loi pour accélérer le processus par lequel le Département de la propriété foncière (DRP) pouvait prendre de soi-disant «actions In Rem» contre des propriétaires ayant des arriérés de taxes. Il espérait d'une procédure plus rapide et plus punitive qu'elle oblige les propriétaires à payer les montants dus pour leurs taxes. C'est exactement le contraire qui arriva. En effet, comme on pouvait s'y attendre, plusieurs propriétaires ne payèrent pas et remirent plutôt entre les mains de la ville leurs propriétés non rentables (In Rem, 1979, 2).

Le Département de la propriété foncière, qui avait la responsabilité de gérer et éventuellement de revendre au secteur privé des propriétés saisies pour défaut de paiement de taxes, était sur le point de s'écrouler suite à cette augmentation de son fardeau. La procédure de vente à l'encan public du DRP — le principal système mis au point pour retourner dans le circuit du secteur privé les propriétés saisies — était lui aussi dans un état indescriptible. Une étude maison révéla que dans un échantillon d'édifices vendus à l'encan, il y en avait 90%, dans l'espace d'un an, dont les paiements de taxes ou d'hypothèques n'avaient pas été rencontrés (*In Rem*, 1979, 6). En 1978, des rapports révélant la collusion entre des représentants du D.R.P. et des propriétaires spéculateurs conduisirent à la suspension complète de la procédure d'encan jusqu'à la fin de 1980. Finalement, la collecte des loyers par le DRP atteignit des proportions alarmantes : seulement 33 cents de chaque dollar de loyer étaient effectivement collectés.

Au cours des années 1977 et 1978, une lutte bureaucratique intense se déroula entre le DRP et le Département de la conservation et du développement de l'habitation, pour savoir lequel des deux aurait la responsabilité de gérer cet énorme fardeau immobilier. Le HPD — devant la débâcle de son propre programme de développement de l'habitation, résultant des changements survenus dans les priorités de financement fédéral — était très intéressé à prendre en charge le programme *In Rem*. En présentant leurs arguments au maire, les responsables du HPD ont prétendu que leur agence était mieux placée pour s'occuper de ce problème, puisque, contrairement au DRP, elle possédait un bagage d'expériences, non seulement dans le domaine de la vente des propriétés, mais aussi dans les rapports à entretenir avec les locataires. Le HPD disait également qu'il était mieux placé que le DRP pour aller chercher des fonds fédéraux nécessaires au programme de gestion immobilière *In Rem*, et par conséquent, que sa façon de gérer le programme réduirait le fardeau des dépenses de la ville. Vers le milieu de l'année 1978, le conseil de ville et le maire Edward Koch, nouvellement élu, approuvèrent le transfert de responsabilité du DRP au HPD. Malgré ce changement bureaucratique, l'objectif sous-jacent à la stratégie de gestion du programme d'habitation *In Rem* poursuivie par le HPD, n'était pas tellement différent

de celui du DRP. Il s'agissait de contenir au minimum les dépenses et d'augmenter au maximum les revenus au chapitre des taxes, des loyers et des ventes. L'objectif primordial consistait à remettre entre les mains du secteur privé le maximum de propriétés *In Rem*, mais de façon à s'assurer que ces propriétés demeureraient dans le secteur privé et qu'elles continueraient à maintenir un apport continu de revenus en taxes pour le trésor public.

Il y avait une différence cependant. C'est le fait que le HPD reconnaissait que pour réussir à contrôler le stock d'habitations *In Rem*, il fallait régler non seulement un problème de gestion des *propriétés*, mais aussi celui de la gestion des rapports avec les *locataires*. Peu importait, par ailleurs, que cela prenne la forme de la gestion effective des locataires par le Bureau de la gestion centrale des propriétés du HPD, ou la forme de l'autogestion par les locataires à travers la Division des programmes de gestion alternative.

Il est certain qu'en ce qui concerne la capacité d'encaisser le prix des loyers, le programme d'auto-assistance domiciliaire avait pas mal de sens. Comme l'indique le Tableau 4, dès le début, les programmes d'autogestion basés sur la communauté et sur les locataires, ont atteint des taux de collecte des loyers de plus de 80%. Par ailleurs, jusqu'en 1981, les propriétés gérées centralement n'avaient pas réussi à dépasser le taux de 63%. La question de l'achat des propriétés était un peu plus complexe. L'achat des propriétés par des locataires et par la communauté avait du sens dans certains secteurs de la ville comme Bronx Sud, où la spéculation foncière était nulle. Des batailles allaient surgir dans des secteurs de la ville — par exemple dans presque tout Manhattan et dans certains secteurs de Brooklyn — où des locataires résistèrent aux projets de la ville de vendre leurs immeubles à des développeurs privés (comme dans le Lower East Side où des tentatives récentes du HPD de transformer les immeubles abandonnés « habitations d'artistes », à un prix de vente de 50 000\$ par appartement, donnèrent lieu à une vague de protestations), ou encore, lorsque la vente des propriétés était utilisée dans le but d'assurer « l'intégration économique » (c'est-à-dire l'ennoblissement) des quartiers pauvres situés à proximité des quartiers plus riches (comme ce fut le cas dans le mid-West Side et dans le Lower Harlem). Là où le marché immobilier privé était encore actif, le HPD s'est très bien rendu compte qu'il pouvait obtenir des prix de vente plus élevés et des propriétés ayant des revenus en taxes plus sûrs, par le biais d'une politique qui encourageait les ventes aux développeurs privés au détriment des coopératives de locataires à faible revenu. La formule d'auto-assistance avait alors du sens aux yeux du HPD, pour certains types d'immeubles dans certains types de quartier. C'était, comme l'a décrit le regretté Bob Schur, une forme de « socialisme citron » pour les pauvres (Schur, 1980, 42).

<i>sommes totales des loyers perçus</i>	<i>1979</i>	<i>1980</i>	<i>1981</i>
	\$19,2m	\$32,1m	\$38,7m
Gestion centrale	12,4	15,6	16,1
Gestion alternative	3,3	13,3	19,6
Autre	3,5	3,2	3,0
<i>Pourcentage des loyers perçus</i>	<i>46,3%</i>	<i>59,8%</i>	<i>74,5%</i>
Gestion centrale	36,9	45,4	62,5
Gestion alternative	83,8	87,2	86,6
Autre	89,0	79,4	83,7

SOURCE : Tableau 5, Programme d'habitation *In Rem*, troisième Rapport annuel, 1981.

Quoiqu'il en soit la « logique » de l'auto-assistance a reçu un bon coup-de-pouce venant de deux directions à la fois. Dans le but de tirer avantage « des possibilités plus grandes d'accès à la propriété privée », le Département fédéral d'habitation et de développement urbain (HUD) encouragea le HPD à augmenter la quantité d'immeubles placés dans les divers programmes de « gestion alternative » (HUD à HPD, juillet, 1979). Ensuite, le HUD a accordé à New York un financement considérable pour le programme

In Rem : sur un budget de 118,5 millions\$ pour tous les projets In Rem de l'année fiscale 1979-1980, la somme de 79 millions \$ est venue d'une subvention spéciale du gouvernement fédéral (Community Development Block Grant) (In Rem, 1979, 11).

L'intérêt fédéral pour les formes alternatives de gestion et de propriété du logement — surtout celles qui employaient une approche d'auto-assistance communautaire — n'avait rien de singulier. Au contraire, l'administration Carter avait apporté une réponse au mouvement communautaire national — et avait tenté de l'y encadrer — mouvement qui s'était développé durant les années 70 à travers un certain nombre d'interventions organisationnelles et fiscales. La visite de Jimmy Carter à Bronx Sud en octobre 1977, et sa rencontre avec un des groupes les plus militants d'auto-assistance du quartier, la Corporation de développement du peuple, furent plus qu'une tentative de payer ses dettes aux électeurs noirs qui lui avaient accordé un soutien massif lors des élections de 1976. C'était également une reconnaissance symbolique de la part de son administration, de la signification potentielle, à la fois politique et sociale du mouvement national communautaire comme source éventuelle de nouveaux électeurs pour le Parti Démocrate, et comme fondement social d'une nouvelle méthode peu coûteuse et hautement efficace d'administration des services sociaux⁵.

Tandis que Washington fournissait une grande partie du financement de l'auto-assistance et lui assurait une forte dose de légitimation nationale, les propositions de former un groupe de travail informel nommé «Task Force on City Owned Property», développées par le personnel de la Commission d'assistance à l'établissement urbain (UHAB) et l'Institut Pratt pour la planification environnementale et communautaire (PICCED)⁶, prévoyaient un mécanisme précis pour leur mise en application. Composé d'assistants techniques, de politiciens et de fonctionnaires municipaux libéraux (y inclus au moins une «social-démocrate», la conseillère municipale Ruth Messinger), le comité de travail incluait dans ses propositions l'idée d'une unité spéciale d'auto-assistance se servant des trois programmes d'autogestion basés sur la communauté et sur les locataires. Après des débats prolongés, le HPD a accepté ces idées et a rajouté trois autres programmes à but lucratif, basés sur la gestion privée et sur la Société d'habitation de la ville de New York. Les organisations de quartier et les locataires à faible revenu n'ont été à aucun moment mobilisés en faveur d'autres réformes pour la modification des programmes. Dans les faits, les propositions du comité de travail n'ont été discutées qu'informellement par des dirigeants des organisations locales. Au-dessous de ce niveau, il n'y a pas eu de discussion.

En l'absence d'opposition, l'autogestion est devenue une stratégie parmi d'autres de gestion alternative, créée pour soulager le système central de la gestion immobilière d'une partie du fardeau de l'habitation. En particulier, les programmes alternatifs pouvaient être utilisés pour «prendre la crème» des immeubles les mieux organisés, c'est-

5. Parmi les programmes d'action d'auto-assistance et de quartier organisés par l'administration Carter, il y a la Commission nationale sur les quartiers qui, en organisant des séances publiques au plan national, réussit également à organiser un lobby national des quartiers; on y retrouve aussi des bureaux communautaires et d'auto-assistance au sein des ministères pour le Développement de l'habitation et des affaires urbaines, de l'Énergie et du Commerce, ainsi que l'aile locale de la bureaucratie ACTION se consacrant presque complètement à cette nouvelle clientèle. D'autres liens de financement ont été créés par le biais de la mise sur pied du programme de la Caisse d'économie pour le développement communautaire au sein de l'Administration nationale des coopératives, et par le biais de la création de la Banque coopérative nationale des consommateurs, en particulier au sein du Fonds de développement de l'auto-assistance administré par cette banque.

6. La Commission d'assistance à l'habitat urbain (UHAB) a été créée en 1973 avec l'appui du nouvel évêque épiscopalien de tendance libérale dont la Cathédrale Saint-Jean-le-divin est sise à Harlem. Avec le soutien organisationnel initial de John Turner, un des protagonistes mondiaux de l'auto-assistance dans le domaine de l'habitation, l'UHAB recruta une petite équipe dirigée par de jeunes employés blancs, de tendance libérale, ayant été auparavant à l'emploi du Bureau de la conversion coopérative de la Société de développement de l'habitation, et du ministère pour le Développement de l'habitation et des Affaires urbaines. L'Institut d'aménagement communautaire et de l'environnement (PICCE), associé à l'École polytechnique de l'Institut Pratt à Brooklyn, offre aux étudiants en architecture et en aménagement la possibilité d'acquérir une expérience directe et pratique, en procurant des services techniques aux organisations de locataires et de quartier. En plus, PICCED a toujours joué un rôle important comme groupe de pression, comme défenseur et comme publiciste du mouvement de quartier à New York.

à-dire ceux qui entretenaient un rapport spécial avec une organisation de quartier et ceux qui avaient une meilleure situation financière. Les autres immeubles In Rem étaient destinés à demeurer dans le système immobilier central, sans même que s'exerce minimalement un contrôle sur les loyers, sur le choix des nouveaux locataires, ni même sur les ventes futures.

Au-delà du fait que cela partageait en plusieurs catégories les citoyens de conditions semblables, ni les propositions du comité de travail, ni le plan du HPD, tel que mis en application, ne prévoyaient que le principe d'auto-assistance des locataires puisse dépasser la prise en charge de tels immeubles. Il n'y avait pas non plus le sentiment que l'autogestion pouvait vouloir dire aussi un contrôle réel par les locataires sur les politiques fondamentales et les décisions d'ordre budgétaire susceptibles d'affecter leurs conditions de vie. C'est dire que la question sous-jacente concernant le pouvoir et la démocratie n'a pas été soulevée, malgré le fait que c'était là le défi capital posé au cours de la dernière décennie par les luttes sur le front du logement à New York⁷. La mise en application de l'auto-assistance s'est soldée par un rétrécissement de la définition pratique de « l'auto-assistance », par rapport aux diverses applications qu'elle avait reçues dans des dizaines de quartiers à travers la ville.

Les années d'effort pour institutionnaliser l'autogestion des locataires au sein de l'État ont abouti à un succès, mais pour lequel il a fallu payer un certain prix. On a cédé le contrôle des structures et des processus de formulation des politiques, ainsi que la mise en application des programmes, à une administration bien connue étant sur le plan local le régime le plus arrogant et le plus antagonique à voir le jour, depuis des décennies, à l'endroit des quartiers noirs et portoricains (voir Newfield et DeBrul, 1981). Et, comme on aurait pu déjà le prévoir à ce moment-là, à mesure que le financement fédéral sous l'administration Reagan a été considérablement réduit, en même temps que la concurrence pour les terrains urbains s'est intensifiée entre les propriétaires et les développeurs, la ville a tenté de formuler ses politiques de logement et d'équilibrer son budget pour l'habitation sur le dos des locataires à faible revenu.

LA RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT DE QUARTIER NEW-YORKAIS

Dans un sens, on peut dire que la clientèle privilégiée du mouvement de quartier new-yorkais était composée des milliers de locataires des immeubles appartenant à la ville qui avaient refusé de payer leurs loyers. Sans doute, ils auraient pu bénéficier d'une pratique de l'auto-assistance basée sur le contrôle démocratique par les locataires des questions budgétaires et des politiques fondamentales. Et bien qu'il faille documenter davantage le phénomène, il est également vrai d'affirmer que beaucoup de locataires étaient en train de créer des formes directes d'auto-assistance dans leurs habitations indépendamment de la mise en place officielle des programmes municipaux d'auto-assistance. Cela ne répond pas à la question de savoir pourquoi les organisations qui ont tenté de représenter ces locataires n'ont obtenu que des victoires partielles, c'est-à-dire pourquoi le mouvement de quartier new-yorkais « n'a pas réagi » à l'intégration dans la politique étatique d'une forme faussée d'autogestion et pourquoi il n'a pas été capable de mobiliser sa base pour exiger des réformes plus profondes.

Au départ, le mouvement communautaire new-yorkais tentait de surmonter des problèmes d'hébergement et de transformation des quartiers probablement au pire moment. Dans l'ensemble, les années 70 furent pour la ville de New York une décennie de la contre-réaction du capital, de la restructuration économique, et de l'exode. En particulier, l'administration autocratique des affaires municipales à travers la Commission de contrôle financier d'urgence (EFCB), imposée par les banques, avait à toutes

7. C'est précisément cette question qui fut soulevée par un groupe d'universitaires et de militants sur le front du logement, appelé Homefront, dans leur rapport de 1977 intitulé, *l'Abandon des logements dans la ville de New York (Housing Abandonment in New York City)*. Cette question fut également débattue en public par des représentants de Homefront et de l'UHAB au cours d'assemblées organisées par la branche new-yorkaise du Réseau de planification.

fins pratiques éliminé depuis plusieurs années toute vulnérabilité de l'État local face aux pressions de la base. Ni les syndicats les plus importants du secteur public ni la machine basée sur le patronage dont la force reposait sur l'apport continu des argents de la ville, ne pouvaient (ou dans certains cas ne voulaient) faire quelque chose pour empêcher le gel total des dépenses municipales, imposé par le EFCB en 1975. Ce fut encore plus vrai pour le mouvement de quartier new-yorkais, compte tenu de sa faiblesse⁸.

De plus, ni l'administration du maire Abraham Beame — dominée par les machines Démocrates à Brooklyn et au Bronx — ni celle d'Edward Koch — le plus fidèle dépanneur des principaux intérêts bancaires et immobiliers qu'on puisse imaginer — étaient redevables de quelque façon que ce soit aux électeurs noirs et portoricains. Les deux régimes pratiquaient des politiques raciales de la pire espèce, tandis que l'administration Koch — profitant d'une courte remontée de la situation économique, liée autant à la hausse de la valeur du dollar sur le cours des marchés internationaux qu'à n'importe quel autre facteur — a recueilli le plus haut taux d'appui parmi l'électorat blanc depuis les années de la Grande Crise et du régime de Fiorella La Guardia. Il faudra attendre les élections de 1981 et de 1982 pour que les syndicats du secteur public et les communautés non blanches soient en mesure de bâtir face à ce régime une opposition électorale crédible⁹.

En même temps, l'imposition de la politique d'austérité et la crise fiscale qui la précédait, ont renforcé les divisions qui existaient depuis longtemps entre les syndicats et les organisations communautaires (voir Cloward et Piven, 1972, 314 et suiv.). La décision de la direction des syndicats du secteur public de permettre l'utilisation du fonds de pension syndical, comme garantie des mesures d'austérité imposées par le EFCB, et du Municipal Assistance Corporation (Big Mac), lia les syndicats au statu quo, tandis que les mises à pied frappèrent de façon disproportionnée les travailleurs ayant le moins d'ancienneté — les travailleurs noirs et portoricains (Tabb, 1982, 30)¹⁰.

En plus, les organisations de quartier formées durant les années de la Guerre à la Pauvreté et toujours affaiblies par le *backlash* des années de la présidence de Nixon, avaient en grande partie perdue leur capacité d'organisation. Dans ces circonstances, le mouvement communautaire naissant tentait de fonctionner dans un contexte extrêmement difficile. En effet, la résistance à l'austérité durant les années 70 a pris de plus en plus la forme de pressions illégales, plutôt que la forme d'organisations traditionnelles d'action politique. Les *blackout riots* en juillet 1977 représentèrent une explosion spontanée et l'aboutissement des pressions exercées durant des années d'austérité. Cependant, les groupes de quartier faisaient face à d'autres problèmes. Dans le contexte de l'abandon des immeubles par les propriétaires et de l'incohérence municipale, les tacti-

8. Par exemple, en 1974, avant que ne soit créé le EFCB, environ 30 membres de groupes de quartier occupèrent les bureaux de Roger Starr, un administrateur de l'ancienne Société de développement et d'habitation (Housing and Development Administration), après que Starr eut brandi la menace d'abolir un programme de restauration des habitations, connu sous le nom de Programme de prêt municipal. Alors que la majorité des prêts accordés dans le cadre de ce programme allait aux développeurs, (et alors que des cas de collusion et de fraudes avaient été relevés) le Programme de prêt municipal fut le seul programme de financement municipal pour l'habitat en milieu urbain basé sur des investissements en travail bénévole au cours du milieu des années 70. L'occupation réussit à empêcher Starr de donner suite à sa menace, malgré l'arrestation de plusieurs militants de quartier. Cependant, quelques mois plus tard, le EFCB, nouvellement créé, imposa un gel général sur l'ensemble des prêts municipaux, des contrats et des subventions.

9. Au cours des élections primaires démocrates à la mairie en 1981, les syndicats du secteur public, des militants communautaires, la gauche locale, et des sections des communautés noires et portoricaines appuyèrent un membre de l'assemblée de l'État de New York, Frank Barbaro, dans sa campagne contre Ed Koch. Malgré un faible appui financier et une campagne publicitaire à peu près nulle dans les médias, Barbaro s'accapara de 36% des suffrages aux primaires, remportant la victoire dans tous les districts noirs et portoricains de Manhattan, Bronx, et de Brooklyn. En 1982, les syndicats du secteur public appuyèrent la candidature au poste de gouverneur, du lieutenant-gouverneur Mario Cuomo contre Koch; et Cuomo l'emporta sur Koch aux primaires démocrates. De plus, au cours de cette même élection, des politiciens progressistes noirs firent échec à la machine locale de Brooklyn et gagnèrent la représentation à l'échelle de l'État.

10. Il faut noter des exceptions à cette tendance qui sont antérieures à la campagne de Barbaro. Notamment le syndicat local, représentant les travailleurs de la santé et des hôpitaux — le District 1199 — s'est joint au Comité des résidents et des internes, représentant les médecins, et à des organisations communautaires, pour combattre les fermetures d'hôpitaux à Brooklyn et à Harlem.

ques d'organisation que les locataires avaient développées de façon méthodique durant les années 60, semblaient moins pertinentes. Étant donné l'ampleur des besoins élémentaires auxquels étaient confrontés les groupes locaux, la pression fut encore plus forte que par le passé pour rentrer « dans le rang » afin d'obtenir des fonds de l'État au moment où l'accessibilité à ces fonds était relativement plus restreinte. Avec l'effritement des structures institutionnelles de base pour s'occuper des taudis, les groupes de quartier se sont retrouvés avec la tâche de fournir de plus en plus de services de soutien de toute sorte aux locataires. Ce n'était plus suffisant d'organiser des grèves de loyer pour une courte durée, quand il en résultait que le propriétaire abandonnait tout simplement la partie. Les locataires avaient besoin maintenant non seulement d'aide financière, mais aussi de soutien dans la gestion effective des immeubles, le paiement des comptes, les réparations, l'achat de l'huile de chauffage, l'établissement d'une ligne de crédit et l'ouverture d'un compte de banque, la mise en place d'un système de sécurité de base pour les immeubles, et les négociations avec les créanciers bancaires et les agences municipales — et cela tout au long des mois et des années¹¹.

Dans ces circonstances, le mouvement communautaire n'était guère en position de contrôler le moment et les conditions de son intégration et de son insertion dans l'État. Les groupes allaient chercher ce qu'ils pouvaient car il leur semblait préférable d'obtenir des miettes que rien du tout.

Cette situation précaire a eu plusieurs conséquences pour les groupes de quartier, et le mouvement de quartier dans son ensemble. Premièrement, les groupes de quartier n'ont pu venir en aide qu'à un nombre très restreint d'immeubles. Entre 1972 et 1978, par exemple, seulement 68 immeubles furent gérés par environ une vingtaine de groupes de quartier dans le cadre du Programme de gestion communautaire. Pas un seul ne fut transformé en coopérative pour les locataires à faible revenu, comme cela avait été envisagé au départ, et seulement quelques-uns ont eu accès à un financement important pour la restauration. De la même façon, seulement 583 appartements dans cinquante immeubles furent retenus — encore moins furent complétés — dans le cadre des projets d'habitat urbain basé sur l'investissement en travail bénévole (Kolodny, 1981).

Deuxièmement, les groupes ont été affectés sérieusement par des conflits organisationnels majeurs et des changements qui ont bouleversé leur fonctionnement, transformé leurs rapports avec les locataires locaux, et limité leur capacité de mobiliser leur base. Par exemple, des contrats du Programme de gestion communautaire interdisaient aux groupes de quartier d'accorder des sous-contrats pour les tâches les plus simples de gestion et d'entretien, aux associations de locataires des immeubles, tout en exigeant en même temps que des groupes fournissent un temps de travail énorme à la comptabilité et aux rapports avec l'administration des programmes. Les contrats exigeaient également une division du travail précise et bureaucratique pour le groupe contractant, laquelle rentrait souvent en contradiction avec le mode d'organisation en vigueur et introduisait une nouvelle structure d'autorité à laquelle le groupe n'était pas préparé. Comme résultat, tandis que les éléments clés pour la réussite de l'autogestion par des locataires — des associations actives de locataires — s'effondraient, les organisations de quartier furent transformées en compagnies de gestion immobilière, conduisant à la détérioration inévitable des rapports avec les locataires en place¹². Les groupes qui ont tenté d'utiliser dans leurs quartiers la formule d'habitat urbain basée sur l'investissement en travail

11. L'alternative proposée fut entérinée et suivie par la plus importante organisation des locataires à l'échelle de la ville de New York, le Conseil métropolitain de l'habitation (Metropolitan Council on Housing). Le Conseil métropolitain refusa de s'impliquer dans cette situation nouvelle, s'en tenant à sa pratique traditionnelle d'organisation de grèves de loyer contre des propriétaires privés. La position du conseil était que les locataires et les groupes locaux ne devaient pas être placés dans une situation où ils auraient à accomplir des tâches qui relèvent de l'État-providence. Bien qu'il ait eu en principe raison, le Conseil métropolitain n'en perdit pas moins presque toute sa pertinence pour les luttes sur le front du logement dans les quartiers frappés par la négligence des propriétaires et par les restrictions budgétaires municipales.

12. À tel point qu'en 1981, du côté ouest de Manhattan, par exemple, les locataires de Programmes d'habitation de gestion communautaire s'organisaient non pas contre la ville, mais contre leur parrain communautaire local.

bénévole ont rencontré des problèmes quasiment identiques de surcharge de travail, de manque de financement et de réorganisation bureaucratique, avec comme résultat, un écart croissant entre la direction et les membres¹³.

Ces tensions ne semblaient qu'empirer à la suite de l'augmentation relative du financement après la visite de Jimmy Carter à Bronx Sud. À la fin de la décennie, *City Limits*, la revue du mouvement communautaire new-yorkais rapportait que les groupes subissaient un net «transfert de leurs priorités organisationnelles, de défense et d'organisation de quartier, vers la gestion des programmes et le développement matériel». Les groupes se sont retrouvés dans une situation qui exigeait «de nouveaux talents en gestion» tout en essayant de faire face à «la montée de la bureaucratie» en leur propre sein (*City Limits*, août, septembre 1979).

Certains groupes de quartier étaient en train de négocier, de conclure, et de mettre en application des projets très complexes de restauration d'habitations de l'ordre de plusieurs millions de dollars, comprenant le bénéfice d'un syndic d'abri fiscal, des ententes conjointes avec des développeurs privés importants, et de grandes composantes internes de gestion et de construction (*City Limits*, janvier 1981, 4). Le rôle des assistants techniques du mouvement communautaire a augmenté au fur et à mesure qu'il devint important de trouver des solutions techniques «viables» à ce qu'on avait défini par le passé comme étant des problèmes politiques. Cependant, le rôle des assistants techniques était complexe car ils agissaient à la fois comme analystes des politiques et comme organisateurs du mouvement. À titre d'agents de médiation entre les groupes de rue et l'État, les groupes d'assistance technique ont fait la synthèse des expériences pratiques développées par les groupes locaux et les ont reformulées en politiques publiques alternatives pour les administrations locales et fédérales. Dans ce processus, ils se sont retrouvés dans le rôle «d'amis et de policiers» face aux organisations de quartier (comme l'a décrit un membre du personnel de la Commission d'assistance à l'établissement urbain). En même temps, les groupes locaux n'avaient qu'un contrôle partiel sur les assistants techniques. Comme la plupart des groupes de quartier, ils dépendaient de sources extérieures de financement, surtout des contrats gouvernementaux et des subventions des fondations. La représentation formelle, dont jouissaient les groupes locaux, sur les conseils d'administration de certains groupes d'assistance technique, était minée par leur situation de dépendance ainsi que par leur capacité décroissante à mobiliser leur base pour appuyer des réformes plus profondes.

Si d'une part un niveau plus élevé de compétence technique, financière et gestionnaire semblait donner aux organisations de quartier un peu plus d'autonomie par rapport aux caprices politiques des cycles de financement fédéral et local, d'autre part on pouvait observer une détérioration des rapports entre les organisations, des tensions croissantes entre les groupes et les habitants locaux, et un décentrage des objectifs des organisations et du mouvement lui-même. «Adoptez-un-immeuble», un groupe de Lower East Side, a été la cible d'une menace de grève par les travailleurs impliqués dans son programme d'investissements en capital-travail au milieu des années 70, et, à toute fin pratique, ce groupe s'est effondré au début de 1980. La Corporation de développement de la vallée de Manhattan, qui pendant des années a été un acteur clé dans l'organisation des locataires et l'autogestion dans le haut-Manhattan, a fait face à une «mini-émeute» en 1981 quand 2 000 personnes se sont présentées pour remplir 126 formules de demandes pour des habitations subventionnées que le groupe était en train de développer (*New York Times*, le 15 octobre 1981, B1). Les bureaux de la Corporation de développement du peuple ont été détruits deux fois en six mois par des incendies criminelles, suite à son incapacité de

13. Ni la ville, ni le gouvernement fédéral ne maintinrent en place un programme complet d'habitat urbain multifamilial, malgré toute la publicité que reçut un tel programme. Ils refusèrent également d'assumer la responsabilité du reclassement des nouveaux arrivants urbains à la suite de la construction des habitations, ou de fournir des prêts aux locataires, en vertu du programme Section 8. Les locataires assistés-sociaux devaient en particulier faire face au fait que jusqu'au début des années 80, le ministère du Bien-Être considérait comme étant propriété personnelle, les coopératives possédées par des locataires, allant ainsi à l'encontre des directives du ministère.

maintenir une cohésion interne et un appui de la communauté durant une période de croissance rapide et de changement organisationnel (Katz, 1983). Los Sures, groupe basé dans un quartier de la partie sud de Brooklyn, s'est retrouvé de plus en plus éloigné « des aspirations du peuple de la partie sud » à mesure que « la forme bureaucratique qu'il a assumée dans le but d'atteindre ses objectifs a sapé la force » de ses liens avec la base (Johnson, 14).

Le résultat, c'est qu'à la fin des années 70, le mouvement communautaire a été transformé en groupe d'intérêt avec une base démobilisée. Par conséquent, il n'est pas surprenant que l'intégration de l'auto-assistance dans la stratégie de gestion immobilière In Rem de la Ville de New York ne se soit pas faite avec la mobilisation populaire des locataires par les organisations de quartier, et que les années d'expérience des locataires en autogestion furent récupérées par l'État comme partie intégrante de sa tentative de régler ses problèmes internes au plan de la fiscalité, des politiques et de l'organisation. Dans le cours de ce processus, l'auto-assistance subit des transformations : de pratique d'opposition elle devint un mode étatique d'organisation et de contrôle.

« SQUATTING-RESTAURATION » ET AUTO-ASSISTANCE À BERLIN-OUEST

À Berlin-Ouest, l'auto-assistance est née d'une lutte politique non seulement autour des besoins matériels d'hébergement, mais aussi autour des revendications pour des modes de vie autocontrôlés. À ses débuts en 1979, le « squatting » dans les quartiers tel Kreuzberg fut l'étape dernière et désespérée d'un effort de dix ans d'organisation de la communauté et des locataires pour arrêter la détérioration, les évictions par la force et la spéculation par des propriétaires privés et des développeurs. Cependant, l'émergence d'un puissant mouvement alternatif de la jeunesse et sa fusion avec l'action locale de la communauté a transformé le « squatting » (*besetzen*) en un « squatting-restauration » (*ins-tandbesetzen*). Il s'agit là d'une forme d'autoassistance par laquelle les squatters ne font pas qu'occuper les immeubles laissés vacants, mais où ils tentent également de restaurer les habitations, pour en faire des logements habitables après des années de détérioration.

Cette forme d'auto-assistance, malgré sa transgression ouverte du droit de propriété, a réussi à s'attirer la sympathie et le soutien de larges couches de la population, rendues hostiles aux politiques pourries d'habitation du gouvernement de Berlin et du « Sénat » et aux effets de dislocation — de même qu'aux profits immenses — causés par les développements immobiliers massifs, les sociétés immobilières, et les syndicats d'abri fiscal.

À l'apogée du mouvement — quand une vague de « squatting » déferla sur plusieurs villes d'Allemagne de l'Ouest en 1981 — environ 160 habitations ont été l'objet de « squatting-restauration » à Berlin-Ouest, impliquant directement environ 5 000 personnes. Ceux qui ont participé à des actions de rue, qui ont soutenu activement les squatters et qui ont tenté d'intervenir en faveur de leurs revendications, ont joué un rôle aussi crucial que les « squatters-restaurateurs ». En tout et partout, environ 15 000 personnes ont agi comme sympathisants et « parrains » : des pasteurs, des écrivains, des syndicalistes et des journalistes qui moralement et pratiquement ont tenté de défendre « leur » immeuble d'adoption contre les attaques policières et les menaces d'expulsion. Le mouvement s'est politisé, a connu un soutien populaire très large et beaucoup de publicité surtout après les batailles de rue et les émeutes de décembre 1980. C'est à cause de ces aspects radicaux et militants que la population porta une attention sans précédent aux objectifs et aux pratiques des squatters-restaurateurs, des locataires, et des initiatives des citoyens (*Bürgerinitiativen*) impliqués dans des luttes de quartier et sur le front du logement depuis des années.

Bien que les squatters investissent beaucoup d'efforts et de travail pour rendre les logements viables, les immeubles n'étaient toujours pas expropriés et restaient aux mains des propriétaires. Comme les fruits de leur travail autoassisté étaient détruits à plusieurs reprises par des évictions et des démolitions, un nombre croissant de squatters commencèrent à rechercher plutôt la mise en place d'un mode quelconque de médiation auprès de

l'État local. La formation d'une « agence alternative de rénovation » ou corporation de développement communautaire (*Trager*) en avril 1982, à travers l'organisation alternative d'auto-assistance, Netzwerk, a été le résultat le plus concret de cette initiative. Netzwerk est la plus ancienne organisation alternative allemande ; elle se sert des dons d'environ 6 000 membres (dont plusieurs employés de l'État, surtout des enseignants) pour distribuer des subventions et des octrois aux projets alternatifs, à condition que ceux-ci soient autogérés démocratiquement.

Cependant, le mouvement a mis du temps pour arriver à ce résultat. Tout au long de 1980 et 1981, la revendication principale des squatters est demeurée celle de l'annulation des procès et des enquêtes policières et la libération de tous les squatters et manifestants arrêtés. Tous les efforts consentis pour contrer l'incrimination intensive du mouvement par l'État, ont été un aspect critique pour l'ensemble de la lutte (plusieurs squatters furent jugés et condamnés pour terrorisme, pour avoir barricadé leurs maisons dans le but de faire échec aux procédures d'éviction). En même temps, cependant, des squatters et des groupes de soutien avaient commencé à élaborer une série de propositions prévoyant le transfert des maisons qui avait été occupées, sous le régime de propriété publique, combiné avec l'autogestion « légalisée » et des locations avec bail à long terme, ainsi que l'institutionnalisation d'un médiateur et gérant qui agirait comme tierce partie entre les squatters et l'État.

Avec la victoire des Démocrates-chrétiens aux élections de mai 1981, la pression sur les squatters s'est intensifiée pour qu'ils abandonnent leur position de refus de négociation avec l'État, position qui conduisait à leur emprisonnement et à leur incrimination. Les évictions soi-disant « constitutionnelles », en septembre 1981, de huit immeubles occupés (évictions appelées « constitutionnelles » parce qu'elles furent annoncées d'avance plutôt que sur le coup) au cours desquelles un manifestant a été tué, contribuèrent à augmenter la pression sur le mouvement. Au fur et à mesure que s'élaboraient de nouvelles solutions aux questions de propriété et de gestion, le Conseil des squatters de Berlin décida de rompre avec la ligne « puriste » de « légalisation de toutes les maisons sans exception ». En janvier 1982, le Conseil décida par vote de permettre à ses membres de négocier des contrats avec des propriétaires individuels sur la base de chaque domicile. En même temps, le Conseil a maintenu sa revendication que tous les squatters arrêtés soient libérés, et que le Sénat de Berlin-Ouest cesse les évictions.

Lorsque certains propriétaires privés — y compris Neue Heimat, la gigantesque entreprise de construction appartenant au mouvement syndical — indiquèrent qu'ils étaient prêts à négocier avec les squatters, Netzwerk commença à intensifier ses négociations avec les autorités de Berlin-Ouest. En mars 1982, un groupe de squatters contrôlant des immeubles en lien avec Netzwerk rendit public son projet pour légaliser la formule de « squatting-restauration ». Suivant ce projet, Netzwerk créerait un séquestre, appelé Netzbau, avec un conseil d'administration composé de squatters (50%), ainsi que de représentants de l'Église luthérienne, de Netzwerk, et d'organisations communautaires locales. Netzbau serait responsable de l'administration des immeubles au nom du gouvernement de Berlin-Ouest, qui les achèterait de leurs propriétaires privés actuels. Les immeubles seraient de propriété étatique, mais Netzbau serait responsable légalement auprès de l'État de leur gestion. En retour, Netzbau offrirait aux squatters-locataires des baux à long terme pour leurs domiciles, y inclus le droit quasi complet à l'autogestion à l'intérieur du cadre légal et des limites financières prévus par l'accord-séquestre.

À travers le long processus de création de l'organisme de médiation, les squatters-restaurateurs manifestaient certaines ambivalences. Ils craignaient que Netzbau ne soit utilisé par le Sénat de Berlin comme instrument pour diviser les squatters en sections « légitimes » et en sections « criminelles ». Ils craignaient aussi que Netzbau devienne une version en miniature des corporations bureaucratiques et axées sur le profit, tel Neue Heimat. Malgré ces préoccupations et les tensions qui en résultaient au sein du mouvement, Netzbau fut finalement mis sur pied de façon formelle. Une corporation d'habitation à but non lucratif fut établie, organisée sur le modèle coopératif avec comme objectif

de maintenir des logements à prix abordables, sans devenir dépendante du Sénat-CDU ou des grandes entreprises de construction.

Les premières réactions du Sénat de Berlin à l'existence de Netzbau furent encourageantes. Des négociations eurent lieu pour permettre à Netzbau de prendre en charge vingt immeubles, et pour que 300 000 marks allemands soient mis à sa disposition par le Sénat pour des activités de gestion et de rénovation. Des membres du Sénat prirent la parole pour louer « les alternatives dans la rénovation urbaine », « l'auto-assistance des locataires » et « les méthodes de restauration populaires permettant le maintien du stock de logement ».

Cependant, tandis que les négociations se poursuivaient entre le Sénateur de la construction (Bausenator Rastemborski) et Netzbau et les squatters, le chef de la sécurité interne, le Sénateur Lummer, continuait à brandir des menaces d'éviction, ordonnait aux policiers de perquisitionner (et ainsi de saccager) des édifices occupés, et déclenchait des campagnes dans les médias pour incriminer les squatters. Sous une pression soutenue, et malgré des divergences croissantes au sein du mouvement, il devenait de plus en plus évident que la solution Netzbau était essentielle pour assurer le sauvetage des immeubles.

Cependant, le projet Netzbau s'est effondré en novembre 1982 au moment même où il devait être mis en application. Le Sénateur Lummer ordonna l'éviction de deux immeubles squattés-restaurés sous prétexte qu'ils représentaient un danger à la santé publique, seulement deux jours avant la date prévue pour la signature par le Sénat d'un contrat accordant à Netzbau la responsabilité pour ces deux immeubles — ainsi que pour 24 autres immeubles. À la suite de ces événements, le Sénat décida d'imposer son veto à d'autres contrats déjà préparés. Ne voyant aucune base pour la poursuite des négociations, les squatters et leurs sympathisants de Netzbau votèrent pour la dissolution de l'organisation, même si cela voulait dire qu'il n'y aurait plus de soutien organisé pour les immeubles, ni d'accès systématique aux fonds de restauration.

Malgré cet effondrement, on ne peut pas dire que le chef de sécurité Lummer voulait empêcher ou abolir l'auto-assistance. Tant et aussi longtemps que le mouvement du « squatting » à Berlin était dominé par des gens « dont la capacité d'intégration sociale est trop limitée » (tel fut l'argumentation de Schoneberg Baustadtrat Kunkel pour justifier l'éviction des deux immeubles occupés), l'État ne pouvait pas encourager l'auto-assistance et l'autogestion. D'autre part, ce mouvement était assez fort politiquement et possédait suffisamment de « liberté » pour refuser de négocier à des conditions définies par l'État. Si l'effondrement de l'institution de médiation pouvait signifier la perte d'accès aux bénéfices de l'État-providence, il signifiait aussi une réorganisation des activités et de la pression politique dans les immeubles et les quartiers : les squatters recommencèrent à chercher le soutien de voisins et redécouvrirent leurs immeubles comme cadre de vie et de luttes collectives.

UN TYPE DIFFÉRENT DE CRISE D'HÉBERGEMENT

Contrairement à ce qui s'est passé dans la ville de New York, l'intégration de l'auto-assistance dans la politique de logement de Berlin-Ouest a jusqu'à présent échoué. Les Démocrates-chrétiens ont affaibli leur propre position de négociation par le recours à des méthodes propres à un État-policier et les squatters ont refusé d'accepter les conditions d'institutionnalisation offertes par les dirigeants démocrates-chrétiens. Tout cela sous-entend un aspect qualitatif différent dans les rapports entre les squatters-restaurateurs et l'État, et dans la nature des tendances de crise s'affrontant. Tout en maintenant des revendications d'ordre quantitatif pour satisfaire aux besoins élémentaires d'hébergement, le mouvement berlinois met de l'avant des revendications d'ordre qualitatif qui posent un problème beaucoup plus difficile à résoudre. C'est cet aspect de la lutte qui donne au mouvement son dynamisme interne et qui crée une situation beaucoup plus polarisée entre le mouvement et l'État.

Il est vrai, bien sûr, qu'il existe, tout comme dans la ville de New York, un niveau quantitatif de besoins élémentaires d'hébergement dépassant les capacités de l'État en

place. En 1982, quelque 70 000 personnes étaient inscrites sur la liste d'hébergement de Berlin-Ouest, dont 18 000 se situaient dans la catégorie des cas « plus urgents » (Muhlak, 1982). C'est un problème auquel font face de façon spéciale les 238 000 travailleurs étrangers à Berlin-Ouest (c'est-à-dire 10,8% de la population) qui sont concentrés dans les districts tel Kreuzberg. On a estimé en 1980 qu'un tiers de la population de Kreuzberg, par exemple, était formé de personnes nées à l'étranger ou d'enfants de travailleurs nés à l'étranger. Si le phénomène de l'*Auslanderfeinglichkeit* allemand, ou l'hostilité envers les étrangers, s'est intensifié avec la détérioration des conditions économiques, par ailleurs l'action organisée des travailleurs étrangers contre l'État allemand a été limitée à cause de leur faible statut en tant que non-citoyen.

Ce qui a fait des besoins en logement une question politique, c'est plutôt le fait qu'en même temps que les réclamations s'accumulaient et demeuraient non satisfaites, l'habitation décente et à loyer modique était retirée du marché et conservée vacante par des propriétaires et des spéculateurs. Il était beaucoup plus facile de rénover des logements vides que des logements habités pour en faire des appartements modernes de luxe, ou pour les démolir et les remplacer par de nouvelles constructions. Durant la seule année 1982, quelque 1 100 immeubles comprenant 9 700 unités étaient retirés du marché et conservés vacants. (Muhlak, 1982) De plus, entre 1972 et 1980, environ 600 000 unités ont été éliminées — soit sous la forme de projets de rénovation de luxe ou de constructions nouvelles.

Tandis que ce processus avait cours dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Ouest, son impact fut plus prononcé à Berlin-Ouest, et l'État y fut beaucoup plus impliqué. À cause des fonctions stratégiques et idéologiques que remplit Berlin-Ouest, le gouvernement ouest-allemand a continué d'accorder des subventions importantes au gouvernement de Berlin, fournissant presque 50% du revenu total de la municipalité — malgré le fait que Berlin-Ouest soit devenu économiquement dysfonctionnel. Les subventions fédérales prennent la forme de prêts spéciaux, d'abaissement des taux hypothécaires pour la rénovation des logements et, sont accompagnées d'abris fiscaux particulièrement profitables, à des conditions supérieures à celles offertes dans la République fédérale. Le système de subventions spéciales a intensifié la concurrence déjà très forte pour les terrains dans cette ville entourée par le Mur. Ce sont des quartiers historiquement ouvriers tels Schöneberg, Wedding, Tiergarten et Kreuzberg qui ont été les plus frappés par la détérioration et les logements laissés vacants, ainsi que par le surpeuplement et le harcèlement.

L'ironie, c'est que l'opposition à ce processus s'explique aussi en partie par la situation impossible dans laquelle se trouve Berlin. Depuis quinze ans, la ville a constamment attiré la jeunesse « mécontente » de toute l'Allemagne : les jeunes se sont réfugiés là pour échapper à la conscription ouest-allemande, et pour vivre au cœur de la ville allemande la plus magique, la plus avancée au plan culturel, la plus décadente et la plus libre. Les fondements matériels pour cette « base alternative » s'expliquent en partie par les trente ans de règne ininterrompu des Sociaux-démocrates dans la ville, ce qui a permis à ce parti de faire des expériences innovatrices et avancées pour faire face aux « mécontents ». Même après la victoire du CDU lors des élections de mai 1981, cet appareil de bien-être social fut maintenu.

Cette « couche marginale » de la scène alternative est composée d'un réseau très dense de sous-cultures et de pratiques alternatives, rejoignant environ 200 000 personnes. (Lors des élections de mai 1981, la Liste Alternative, vieille de deux ans, a recueilli 90 000 voix, faisant de cette aile parlementaire formée de divers groupes de citoyens, de groupes de gauche et de squatters, la troisième plus importante force politique dans le Sénat de Berlin.) La ville — particulièrement dans ses quartiers détériorés — a fourni le cadre et l'infrastructure pour le développement d'une « Deuxième Société », multidimensionnelle et donc traversée de conflits.

Cet amalgame de mouvements, caractérisé autant par un défi lancé aux modes de vie bourgeois que par le mouvement anti-autoritaire de contestation de la fin des années 60, tout en étant dépendant matériellement des subventions directes et indirectes de l'État, a inculqué à ses squatters-restaurateurs et à ses auto-assistés le désir d'expériences

de solidarité et de formes nouvelles de travail, et de vie collective. À cet égard — en plus de réaliser qu'il était possible de résister aux abus de la vie quotidienne et de défendre leurs propres intérêts contre le pouvoir d'État — les squatters se voyaient comme partie intégrante d'autres mouvements politiques de l'heure, tels le mouvement antinucléaire, le mouvement pour la paix, la lutte pour des centres de jeunesse autonomes à Zurich et ailleurs.

L'ex-Chancelier Helmut Schmidt avait très bien compris que ces squatters ne réagissaient pas uniquement à une crise d'hébergement quand il leur a suggéré de rester chez leurs parents, s'ils avaient besoin d'une place pour habiter. Dans les faits, ces squatters revendiquaient une autre forme de logement et un mode de vie et de travail tout à fait différent. Ils ne se limitent pas à exiger ce mode de vie ; ils commencèrent également à le mettre en pratique. Les vieux greniers et les logements de Kreuzberg, avec des cours et de l'espace pour des boutiques et des magasins à l'arrière, convenaient parfaitement aux projets d'hébergement et de travail des « marginalisés ». Ils ont pris possession de ces espaces et se sont vus confrontés aux structures de pouvoir et de développement urbain de la ville.

Les squatters de Berlin ont fait face aux particularités allemandes comme cela avait été le cas non seulement pour d'autres mouvements politiques, mais aussi pour des groupes de locataires auto-assistés, pour des groupes de parents-enfants, et pour des centres de jeunesse autonomes. En se cherchant un espace propre, et des ressources auprès de l'État, ils ont rencontré de durs et infranchissables obstacles institutionnels, légaux et bureaucratiques. La confrontation à l'arrogance du système en place a souvent eu comme résultat la politisation des citoyens jadis naïfs et la tendance pour des initiatives auto-assistées en Allemagne à se définir comme des auto-organisations agissant d'une manière autonome en dehors du système. Les mouvements d'auto-assistance caractérisés par une telle perspective alternative sont enclins à partager sur une base qualitative le désir de développer de nouvelles formes d'autocontrôle, fondées sur la solidarité, en opposition à l'organisation et à la domination de la société par l'État.

Il a donc été très difficile pour l'État allemand de composer avec les mouvements d'auto-assistance. Tout encouragement, toute légitimation et tout financement accordés à l'auto-assistance doivent aussi avoir pour but de tenter de rattacher cette formule aux rapports existants de propriété et de distribution. Dans la mesure où la plupart des projets alternatifs d'auto-assistance posent un défi à ces rapports et sont définis comme « non-intégrables », seulement quelques « visionnaires » progressistes et des politiciens de gauche ont osé proposer l'allocation systématique de subventions de l'État aux projets alternatifs. Les obstacles à la réalisation de cette approche ont été énormes.

Par exemple, il y a quatre ans, un sénateur berlinois progressiste, inspiré par l'exemple du mouvement de logement coopératif à New York, a proposé pour la première fois que le Sénat accorde des subventions à des coopératives de locataires. Cependant, sous la pression intense des responsables administratifs, des entreprises de construction et des intérêts immobiliers, les documents déjà imprimés pour annoncer ce concept furent rassemblés et détruits (Hellweg et Neusub, 1982).

Les conditions pour une telle institutionnalisation semblaient davantage mûres au fur et à mesure que les squatters-restaurateurs et leurs sympathisants développaient des modèles concrets de séquestres basés sur la communauté (c.f. Shafer, 1982 et Hellweg et Wend, 1982). Netzbau et d'autres agences de rénovation en milieu communautaire proposèrent leurs projets détaillés et réalistes qui permettraient de combiner « la possibilité de l'auto-assistance dans le secteur du logement avec un soutien pour l'auto-assistance dans la sphère sociale, dans le but de stimuler et d'encourager les capacités d'autosuffisance des citoyens concernés par la revitalisation de leurs quartiers » (Rahmenvertrag « Exception et Règle », SPI, Art. 1, février 1981). Une nouvelle phase dans le rapport entre l'État et l'auto-assistance semblait à la veille de commencer quand le Netzbau fut reconnu formellement comme agence de rénovation, en conformité avec la loi sur le développement urbain adoptée en 1971. Cependant, la réalité politique semblait incapable de permettre la

légitimation et le financement de telles formes non étatiques de socialisation et d'auto-assistance.

LES REDÉFINITIONS DE L'AUTO-ASSISTANCE PAR LE BIAIS DE L'ÉTAT

Malgré ce résultat, l'auto-assistance est et demeurera à l'ordre du jour à Berlin-Ouest et dans la République fédérale allemande. Les Démocrates-chrétiens autant que les Sociaux-démocrates se sont impliqués dans de longues discussions sur cette question, et il vaut la peine d'examiner ici leurs points de vues.

Les effets bénéfiques d'un financement limité de l'État pour des activités d'auto-assistance dans le domaine des services sociaux et de la santé, ont été discutés par le SPD dans toute la République fédérale et ont été développés plus concrètement à Berlin-Ouest (Sund, 1978). L'auto-assistance fut non seulement reconnue comme coûtant moins cher (Gretschmann, 1980), mais on la voyait aussi comme un moyen d'intégration sociale, permettant de se rapprocher des expériences vécues par les « groupes problèmes », tout en étant non bureaucratique, plus flexible et ainsi plus en mesure de répondre à certains besoins spécifiques (Kickbush, 1981 et Kaufman, 1979). Toutefois, l'approche que prit le SPD face au mouvement alternatif et d'auto-assistance fut contradictoire. Des sociaux-démocrates de gauche, tel Peter Glotz ont soutenu que la majorité ou la « Première Société », était socialement et intellectuellement pétrifiée. Le parti devait donc chercher à bénéficier de l'inspiration et de l'innovation de la « Deuxième Société ». Glotz s'est prononcé en faveur d'une intensification du dialogue entre les mouvements alternatifs et le SPD, plutôt que d'une politique de marginalisation. Son analyse confirme cependant la division dans la société ouest-allemande entre, d'une part, le « noyau » de population relativement confortable profitant de la haute technologie, jouissant d'un niveau élevé de consommation et, d'autre part, les couches populaires marginalisées et assistées qui vivent dans l'incertitude. Le SPD est présenté comme le médiateur institutionnel entre des cultures dominantes et dominées dans la mesure où les innovations et les concepts issus des mouvements sociaux seront ou bien rendus fonctionnels (pour appuyer le parti, les bureaucraties étatiques et les syndicats dans leur tentative de rétablir leur autorité sur la société), ou bien, serviront aux couches marginalisées elles-mêmes pour l'autogestion de l'austérité (voir Glotz, 1982).

Le rapport de la « Commission des valeurs fondamentales » soumis au SPD fait bien ressortir le nœud de cette contradiction. Le rapport conclut que le SPD devrait tenter d'établir un dialogue avec le Parti Vert et les mouvements alternatifs, et tenter d'encourager de nouvelles formes d'auto-assistance (*Franfurter Rundschau*, 2 février 1982, 3 février 1982; *Die Tageszeitung*, 3 février 1982). Cette proposition est accompagnée d'une revendication en faveur de la limitation de la croissance économique, ce qui signifie une restriction des « bienfaits » de la société industrielle, un niveau inférieur de services de bien-être, et le remplacement d'une idéologie basée sur le droit à la consommation par l'ascétisme calviniste dans le mode de vie. Cet appel social-démocrate de « gauche » à l'« automaintien » et à l'autodiscipline se fait parallèlement à certaines tendances puritaines en faveur de l'autorestriction; présentes parmi certains segments du mouvement alternatif, et de l'auto-assistance, en particulier au sein du mouvement écologique — d'où son caractère attrayant au plan de la tactique.

Pour l'aile droite du parti, cependant, cet argument semble rejeter les fondements mêmes de la politique social-démocrate — sans en accepter explicitement les conséquences. L'aile droite du SPD est plus consciente du fait que l'absence de croissance dans une économie de marché se traduit non seulement par une inégalité croissante mais aussi, par l'effondrement de l'idée de l'État-providence en tant que pourvoyeur d'allocations sociales et moteur des tendances à l'égalitarisme et à la démocratisation. Ainsi les thèses, formulées par Lowenthal en 1981 ne reconnaissent pas l'importance d'établir un rapport entre le SPD et les mouvements alternatifs, et maintiennent que la question capitale confrontant l'État et la sociale-démocratie est celle de savoir comment restructurer les

conditions techniques et financières de la production tout en maintenant les dépenses de l'État à un niveau de fonctionnement minimal.

Chez les démocrates-chrétiens, à la fois l'aile dure et l'aile néo-corporatiste du parti formulent pour le mouvement de squatting-restauration de Berlin et pour les groupes d'auto-assistance au plan national, une définition de l'auto-assistance épurée de tout polluant « autonomiste ».

Dans son premier énoncé de politique après la prise du pouvoir par l'UDC en 1982, le Chancelier Helmut Kohl a déclaré que « la famille, le quartier, l'action et l'initiative privées, les groupes d'auto-assistance et les services sociaux pouvaient générer plus de sens des responsabilités et de sens civique qu'une grande institution anonyme ». De façon encore plus précise, le nouveau ministre du Travail du gouvernement de Bonn, a écrit que « si la vie de quartier et le bénévolat étaient plus forts, l'assistance publique et la bureaucratie occuperaient une place moins importante » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 octobre 1982). Dans la présente vague d'austérité et de restructuration, le régime UDC se sert de la bureaucratisation de l'État-providence comme prétexte pour le démanteler. Le chef de la sécurité de Berlin s'est lui-même avancé dans cette direction lorsqu'il a déclaré aux journalistes : « Je suis tout à fait en faveur de l'auto-assistance. Davantage d'auto-suffisance et moins de gouvernement : grand Dieu, vous trouverez en moi un véritable protagoniste de cette revendication ! » (dans une interview au *Die Tageszeitung*, 23 juin 1981).

Pour les conservateurs, l'auto-assistance a une longue tradition, mais elle revêt cependant pour eux une signification fort différente de celle que lui attribuent les mouvements alternatifs : elle renvoie à l'auto-organisation de groupes d'intérêt privilégiés pour repousser les efforts niveleurs des mesures bureaucratiques de l'État, ou encore, à l'auto-suffisance forcée pour ceux qui sont déjà défavorisés. Dans la présente crise de l'État-providence, le « retour à l'individu » (Schelsky, 1976) est annoncé partout comme une stratégie néo-conservatrice de reprivatisation. Le maire CDU de Berlin, Richard Von Weizacker, a fait appel à l'État pour appuyer les auto-activités des citoyens dans son discours inaugural, et a suggéré dans une entrevue que « l'auto-assistance et la responsabilité civique devraient être utilisées pour faire opposition à la société corporatiste » (*Tages-spiegel*, 2 février 1981).

En ce qui concerne les services sociaux et de santé, Ulf Fink, le sénateur démocrate-chrétien de Berlin, a déclaré que les démocrates-chrétiens avaient découvert « qu'il y avait une identité entre plusieurs motifs et objectifs » des groupes alternatifs et ceux de son parti. Parmi ceux-ci, il nommait « les principes d'autogestion et d'auto-responsabilité, de décentralisation, de rejet de l'étatisation de tous les aspects de la vie quotidienne et de l'État-providence dans son ensemble, le rejet également d'un comportement orienté seulement vers la consommation ». La culture alternative, selon son explication, met l'accent sur « la créativité, l'auto-initiative, les valeurs communales, et l'unité de l'action collective et de l'individualisme à travers une solidarité qui est étrangère au socialisme » (*Die Zeit*, 14 mai 1982, 20).

Fink était fier de souligner que le Sénat dominé par l'UDC avait alloué cinquante millions de marks allemands pour des projets alternatifs d'auto-assistance d'ici la fin de 1982. Les seules réserves reliées au programme de financement, devait-il ajouter, étaient que les groupes ne devaient pas être à caractère « politique », et qu'ils devaient « venir en aide à l'auto-assistance » pour des groupes tels ceux des narcomanes, des délinquants juvéniles, les groupes de thérapie, de malades chroniques, de femmes battues. Toutefois, il a oublié de dire que trente-trois des cinquante millions avaient déjà été alloués et dépensés par les Sociaux-Démocrates avant le mois de mai 1981, malgré les objections véhémentes des démocrates-chrétiens qui se trouvaient alors en minorité.

L'aspect punitif de cette politique ressort davantage dans les pratiques au sein des régions de l'État de Hesse contrôlées par l'UDC. Dans ces régions, le financement des services et du personnel des centres de jeunesse a été ou bien très fortement coupé ou alors complètement aboli « afin de stimuler des initiatives nouvelles au sein de larges secteurs de la population — des initiatives qui ne démarreraient pas tant et aussi

longtemps que le financement leur était assuré» (Landrat des Lahn-Dill Kreis, Hessen; c.f. B. Hafenegger, 1982).

La politique d'habitation dévie très peu de cette approche. L'auto-assistance est vue comme «une initiative individuelle libérée des contraintes sociales» qui met davantage l'emphasis sur le rôle du marché, d'où comme résultat, des coûts de location plus élevés et une réduction des habitations à loyer modique. Pour les groupes qui ne réussissent pas à survivre selon les lois du marché, alors que sont affaiblies les lois sur le contrôle des loyers, on a prévu des octrois et «des bons de logements» qui permettront à l'État de se retirer en douce du marché de l'habitation. À cet égard, l'auto-assistance est vue comme un fétiche du «libre-choix» par le biais du marché (Evers, 1982). Une autre politique, qui n'a pas encore été appliquée, prévoit l'octroi de subsides pour des locataires qui en «bricolant eux-mêmes» amélioreraient l'état de leur logement. Toutefois, de telles politiques n'incluent en aucune façon un contrôle accru des locataires sur leur logement, en échange de leur «investissement en travail bénévole». Son résultat final serait en fait une subvention indirecte aux propriétaires (Hellweg, 1981, 69).

Partant de cette définition de l'auto-assistance, les chances de voir l'incorporation de la formule de «squatting-restauration» dans les politiques étatiques étaient minces au départ. L'enjeu de la lutte autour de l'auto-assistance à Berlin-Ouest n'était pas uniquement relatif à un pâté de maisons. La lutte a plutôt porté sur la question du pouvoir et du contrôle de l'espace et sur la capacité de définir en ce qui concerne l'existence et l'avenir des visions alternatives. Les Arbeitskreis Berliner Selbsthilfegruppen à Altbau, des groupes d'auto-assistance impliqués dans des immeubles âgés, ont très bien saisi dans leur bilan l'écart entre ces deux définitions de l'auto-assistance. Après avoir tenté de se frayer un chemin à travers les lois, les règlements et les restrictions dans le but d'avoir accès à des subsides de l'État, qui de toute façon n'étaient pas suffisants, un groupe en est arrivé à la conclusion suivante :

Alors que pour le Sénat, tout ce qui signifie l'auto-assistance, c'est la mobilisation d'un surplus de capital par le biais du travail bénévole, qui doit servir à compenser l'insuffisance des revenus publics et du capital privé, pour nous l'auto-assistance était liée à d'autres concepts. Alors que l'auto-assistance initiée par l'État se fait en fonction du maintien de l'ordre et de la domination, nous avons envisagé l'auto-assistance doublée de l'autocontrôle, comme forme de résistance à leurs politiques d'habitation, (Netzbau 1982, 84).

CONCLUSION

Nous avons avancé l'idée que l'auto-assistance représente une solution partielle et aléatoire aux problèmes que rencontre l'État dans la mise en place des conditions de restructuration du capital. En particulier, comme Brecher et Horton l'ont suggéré, dans le cas de la ville de New York l'auto-assistance permet à la fois «de puiser dans le potentiel inexploité de changement de comportement chez les New-Yorkais, et en même temps, de briser l'inflexibilité des «bureaucraties reconnues pour leur haut niveau de résistance». L'auto-assistance peut donc représenter «un moyen plus efficace et plus rentable pour améliorer les services de base de la ville» que les formes actuelles d'administration des services (Brecher et Horton, 1981, 23-41; voir également Gretschnann, 1980 et Windhoff-Héritier, 1982). Ceci est corroboré idéologiquement et pratiquement aussi bien dans le cas de New York que dans celui de Berlin.

Nous avons également avancé l'idée que les avantages potentiels de l'auto-assistance organisée par l'État pouvaient dépasser les questions fiscales et organisationnelles, et toucher aux fondements normatifs de la vie en société. Dans les conditions changeantes de l'accumulation capitaliste et du phénomène «d'intégration au système», il est impérieux qu'apparaissent de nouveaux modes de formation de la personnalité, de mise à jour et de satisfaction des besoins, et par conséquent de nouveaux modes «d'intégration sociale». Comme Egan *et al.*, l'ont montré dans une monographie récente du American Enterprise Institute, «les structures de médiation que constituent la famille, le quartier,

les associations bénévoles et l'Église» peuvent souvent mieux servir à définir et à satisfaire «les buts légitimes» des gens, que les «mégastructures impersonnelles».

La cause de l'efficacité du rôle de ces structures de médiation, c'est qu'elles peuvent mieux que l'État répondre à une «aspiration réelle et concrète», à une «compréhension et à des explications partagées» que recherchent des groupes de citoyens bénévoles. Ce qui signifie que les gens sont davantage enclins à s'engager socialement de façon décisive dans des institutions sur lesquelles ils sentent qu'ils ont un certain contrôle, et dans lesquelles ils ne se sentent pas considérés comme de simples objets. Par conséquent, c'est là une occasion pour l'État de s'impliquer activement dans l'organisation de ces institutions de niveau inférieur et de les utiliser «à l'intérieur de frontières constitutionnelles bien délimitées», pour produire le ciment social qui empêchera la société d'éclater au plan des valeurs (Egan *et al.*, 1981, 6).

Le cas de New York nous montre bien que les projets d'auto-assistance de locataires, récupérés et transformés par l'État, peuvent être amenés à fonctionner selon ce modèle. Les sociologues et les analystes politiques allemands ont également prétendu, bien qu'on ne puisse pas encore le vérifier comme phénomène accompli dans les politiques d'aucun pays, que la réduction des services sociaux assurés par l'État n'entraîne pas nécessairement le démantèlement de l'État-providence, si l'on accorde aux «organismes» d'auto-assistance et aux structures intermédiaires leur place et leur fonction propres (Gross, 1982, 44). En particulier, on suggère que le quartier pourrait être la structure organisationnelle permettant de transformer l'apathie politique par une réinsertion du travail des gens dans les services municipaux (Gross, 1982, 44).

Une telle perspective fait contraste avec d'autres, qui expliquent l'émergence de ces formes d'autodéfense sociale comme des formes d'auto-activité permettant la déprofessionnalisation et la désétatisation d'une société civile rajeunie, axée sur la coopération et la communauté (voir Gorz, 1980; Touraine, 1981, Rosanvallon, 1982). Il ne fait aucun doute que les mouvements d'auto-organisation et d'auto-assistance à l'échelle de la rue ont été des tentatives pour revenir à une vie sociale auto-organisée et donnant accès à plus de pouvoir. En même temps, ce n'est pas un hasard si, par exemple, l'auto-assistance et l'auto-initiative sont spécialement encouragées dans des secteurs de l'administration des services de l'État qui ne peuvent plus être davantage rationalisés et industrialisés (tels certains services sociaux et de santé, et des secteurs du marché de l'habitation décrits dans cet article). Ce n'est pas un hasard non plus si les sociologues et les planificateurs ont tenté de déterminer comment pourrait être formulé le lien interorganisationnel spécifique entre l'État et les organisations d'auto-assistance qui permettrait d'utiliser cette fonction de tampon, tout en empêchant par ailleurs les groupes de remettre en cause le régime de propriété et la domination de l'État (Windhoff-Héritier, 1982, 58; Japp et Olk, 1980).

Notre analyse des cas de Berlin et de New York nous suggère ceci : plutôt que de considérer l'auto-assistance comme des amarres d'enclaves «libérées de l'État» au sein d'une «société civile» distincte, il faut plutôt voir que, par rapport à l'auto-assistance, de nouveaux terrains de lutte se développent ayant comme enjeu de nouvelles formes de socialisation et de survie. Ces nouveaux terrains ne sont plus caractérisés par la division traditionnelle entre l'État et la société civile; on y voit plutôt des clivages traversés de part en part par ces divisions traditionnelles. L'État institutionnalise des projets sélectionnés d'auto-assistance de locataires et de communautés dans le but de redéfinir les aspirations des citoyens en dehors de la sphère étatique, tout en conservant le contrôle sur les conditions de la reproduction. D'un autre côté, les mouvements luttent pour de meilleures et de plus abondantes ressources de l'État afin de créer les conditions d'une auto-organisation sociale authentique.

Les résultats de ces luttes portant sur l'auto-assistance ne peuvent donc pas être déterminés *a priori*. Leurs résultats concrets dépendent de ce que l'on pourrait appeler de façon synthétique, l'articulation spécifique des rapports de classe — c'est-à-dire, la répartition historique du pouvoir entre les agents sociaux en lutte dans et contre l'État. Et puisque même l'auto-assistance organisée par l'État est fonction de l'auto-activité des

individus, elle comporte le risque permanent que les tentatives de l'État pour contrôler, objectiver et rendre routinier le travail des individus, puissent échouer, et que la redécouverte d'une subjectivité sociale puisse la remplacer. Rendue à ce stade — comme cela commençait à arriver à Berlin et à New York — la question devient celle du contrôle démocratique de l'État.

RÉFÉRENCES

- AGLIETTA, Michel (1979), *A Theory of Capitalist Regulation: The US Experience*, Londres, New Left Books.
- BOOKCHIN, Murray (1980), *Towards an Ecological Society*, Montréal, Black Rose Books.
- BOYTE, Harry C. (1980), *The Backyard Revolution: Understanding the New Citizens Movement*, Philadelphie, Temple University Press.
- BRECHER, Charles et Raymond HORTON (1981), *Setting Municipal Priorities, 1982*, New York, Columbia University Press.
- BULLINGER, Hermann (1982), « Integration durch Staatsknete? Das Beispiel der Berliner Sonderprojekte », *Widersprüche* 2 (mars), p. 115-120.
- CLOWARD, Richard et Frances Fox PIVEN (1972), *The Politics of Turmoil: Poverty, Race and the Urban Crisis*, New York, Vintage Books.
- DEMAC, Donna et Philip MATTERA (1977), « The 'Fiscal Crisis' and the Imposition of Austerity », *Zerowork* 2 (automne), p. 71-90.
- EGAN, John J. et al. (1981), *Housing and Public Policy: A Role for Mediating Structures*, Cambridge, Ma., Ballinger Publishing Co.
- EVERS, Adalbert (1981), « Über Selbsthilfe, Zwei Kulturen und Alternativbewegung », in: Ilona Kickbusch et Alf Trojan, édit., *Gemeinsam sind wir stärker*, Frankfurt, Fischer Alternativ.
- EVERS, Adalbert (1982), « Eine sozialpolitische Wende in der Wohnungspolitik: 'Gezielte Hilfe für Problemgruppen' und was dahinter steckt », in A. Evers et Klaus Selle, édit., *Wohnungsnot*, Frankfurt, Fischer Alternativ.
- GARTNER, Alan et Frank RIESSMANN (1977), *Self-help in the Human Services*, San Francisco.
- GLOTZ, Peter (1982), *Die Beweglichkeit des Tankers: Die Sozialdemokratie zwischen Staat und den neuen sozialen Bewegungen*, München, Bertelsmann.
- GROSS, Peter et Bernhard BADURA (1976), *Sozialpolitische Perspektiven: Eine Einführung in die Grundlagen und Probleme sozialer Dienstleistungen*, München.
- GROSS, Peter (1982), « Der Wohlfahrtsstaat und die Bedeutung der Selbsthilfebewegung », *Soziale Welt*, 1, p. 26-65.
- GRETSCHMANN, K. (1980), « Gemeinschaftliche Selbstorganisation von öffentlichen Aufgaben: Möglichkeiten und Grenzen einer Entlastung des Staatshaushalts », Ms., Augsburger Symposium, « Alternativen zur Steigerung der Effizienz und Effektivität staatlicher Transferpolitik », Köln.
- HAFENEGGER, Benno (1982), « Trends kommunaler Jugendpolitik », *Deutsche Jugend* (septembre).
- HARMS, Hans (1982), « Historical Perspectives on the Practice and Purpose of Self-help Housing », in Peter M. Ward, édit., *Self-help Housing: A Critique*, Londres, Mansell Publishing Ltd.
- HARTMAN, Chester et al. (1981), *Displacement: How to Fight it*, Berkeley, Ca., National Housing Law Project.
- HELLWEG, Uli et Christel NEUSÜB (1982), « 'Vergenossenschaftlichung' des Wohnungsbestandes? » *Stadtbauwelt*, 75 (septembre).
- HELLWEG, Uli et Christian WEND (1982), « Neue Träger: 'Lösungen' für Instandbesetzer in Kreuzberg und anderswo? », *arch+*, 81 (février).
- HELLWEG, Uli (1981), « Ausweg Selbsthilfe? Zur aktuellen Situation der Selbsthilfe und der Mietermodernisierung », *arch+*, 55.
- HIRSCH, Joachim (1981), « The New Leviathan and the Struggle for Democratic Rights », *Telos* 48 (printemps), p. 79-90.
- HOMEFRONT (1977), *Housing Abandonment in New York City*, xerox.
- H.P.D. (1979-1981), *In Rem Housing Program, Annual Report, 1979-1981*, New York, N.Y.
- JAPP and OLK (1980), « Identitätswandel und soziale Dienste: Thesen zur Reorganisation behördlicher Sozialarbeit », xerox.
- JOHNSON, Ruben (c. 1976), « Los Sures Case study », xerox.
- KATZ, Steve (1983 forthcoming), « Democracy and Development: A Look Back at People's Development Corporation 1974-1979 », New York, *City Limits*.
- KAUFMANN, F. X. (1979), *Bürgernahe Sozialpolitik*, Frankfurt, Campus.
- KICKBUSCH, Ilona (1981), « von der Zerbrechlichkeit der Sonne. Einige Gedanken zu Selbsthilfe-Gruppen », in Kickbusch et Trojan, édit., *Gemeinsam sind wir stärker*, Frankfurt, Fischer Alternativ.
- KOLODNY, Robert (1981), *Multi-Family Housing: Treating the Existing Stock*, Washington, NAHRO.
- LÖWENTHAL, Richard (1981), « Identität und Zukunft der SPD », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7 décembre.
- MASOTTI, Louis H. (1979), « The Possibilities for Urban Revitalization: Constraints and Opportunities in an Era of Retrenchment », in J. P. Blair et D. Nachmias, édit., *Fiscal Retrenchment and Urban Policy*, Beverly Hills, Sage.
- MUHLAK, Renate (1982), « Instandbesetzungen in Berlin », paper presented at the Annual Convention of the Deutsche Vereinigung für Politische Wissenschaften, Essen, octobre.
- NETZBAU (gemeinnützige Stadtentwicklungsgesellschaft) 1982, *Fakten, Dokumente und Diskussionen*, Berlin (septembre).
- NEWFIELD, Jack et Paul DEBRUL (1981), *The Permanent Government*, New York, Vintage.
- O'CONNOR, James (1980), *Accumulation Crisis*, xerox.
- SCHÄFER, Christian (1982), « Das Bürgerinitiativmodell, BI SO 36 », *arch+*, 61 (février), p. 48-49.
- SCHELSKY, H. (1976), *Der selbständige und der betreute Mensch*, Stuttgart, Seewald Verlag.
- SCHUR, Robert (1980), « Growing Lemons in the Bronx », *Working Papers for a New Society*, 7/4 (Juillet-août) p. 42-52.
- STEGMANN (1982), *The Dynamics of Rental Housing in New York City*, City of New York.
- STONE, Michael (1978), « Housing, Mortgage Lending, and the Contradictions of Capitalism », in William K. Tabb et Larry Sawers, édit., *Marxism and the Metropolis*, New York, Oxford University Press.

- SUND, Olaf (1978), «Integrierte Sozialpolitik statt Formulierung der Politik einer 'Neuen Sozialen Frage'», in Pfaff and Voigtländer, édit., *Sozialpolitik im Wandel*, Bonn.
- TABB, William (1982), *The Long Default : New York City and the Urban Fiscal Crisis*, New York, Monthly Review Press.

RÉSUMÉ

L'État a joué un rôle important dans le processus de restructuration des rapports entre le capital et le travail, notamment à l'occasion de périodes de crise. Analysant en profondeur les luttes d'auto-assistance dans le domaine du logement qui ont été menées à New York et à Berlin-Ouest au cours de la dernière décennie, les auteurs de cet article cherchent à définir les fondements, les enjeux et les résultats de ces luttes. La question qu'ils se posent, c'est de savoir si l'auto-assistance peut être récupérée et utilisée par l'État dans la présente crise d'accumulation capitaliste ou si elle demeurera sous l'emprise des mouvements sociaux alternatifs comme concept et pratique sociale permettant de développer une nouvelle subjectivité et une nouvelle vision de la société.

SUMMARY

The state plays an important role in the process of restructuring the relationship between Capital and Labour, particularly during periods of crisis. Through an in-depth analysis of self-help housing struggles that took place in New York City and in West Berlin over the last decade, the authors of this article attempt to define the bases, the implications and the results of these struggles. They ask whether self-help can be coopted and used by the state in the context of the current crisis of capitalist accumulation, or whether it will remain in the hands of alternative social movements as a concept and a social practice which allows the development of a new subjectivity and a new vision of society.

RESUMEN

El Estado ha jugado un papel importante en el proceso de restructuración de las relaciones entre el capital y el trabajo, sobre todo en los periodos de crisis. Analizando en profundidad las luchas de auto-asistencia en el campo de la vivienda, los autores de este artículo buscan los fundamentos, la problemática y los resultados de estas luchas, que se llevaron a cabo en Nueva York y en Berlín-oeste en el transcurso de la última década. La interrogación que plantean es, si la auto-asistencia puede ser recuperada y utilizada por el Estado en la presente crisis de acumulación capitalista o si quedará bajo el control de los movimientos sociales alternativos como concepto y práctica social, que permitirá el desarrollo de una nueva subjetividad y una nueva visión de la sociedad.